

1940
DE GAULLE ET SES COMPAGNONS
LES HOMMES DU NON



COMPRENDRE, REFUSER, RÉSISTER

Dossier coordonné par François BROCHE et Marie-Clotilde GÉNIN-JACQUEY

avec le concours de

Corine DEFRANCE Catherine EVENOU, Clotilde de FOUCHÉCOUR, Sabine GAYET,
Louis JOURDIER, Christine LEVISSE-TOUZÉ, Claude MASSU, Jean-François MURACCIOLE et Henri WEILL

L'ÉTRANGE DÉFAITE



© D.R.

« Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend », énonce Péguy dans *Notre Patrie*. C'est une règle absolue, elle ne tolère aucune exception, aucun compromis. Cette règle fonde toute résistance à l'oppression sous toutes ses formes et à toutes les époques, et singulièrement à celle qu'a connue la France après « l'étrange défaite » de juin 1940.

L'engagement dans la résistance à l'occupation allemande est né de ce désastre, qui ne fut pas seulement militaire, mais aussi politique, mais surtout moral et spirituel.

Comment avait-on pu en arriver là ?

Il était essentiel, d'abord, de *comprendre* ce qui s'était passé.

Ensuite il fallait adopter la seule attitude *raisonnable*, la seule, expliquait Charles de Gaulle dans son discours du 22 juin 1940, conforme au « bon sens » : le *refus*.

Enfin, ayant choisi un parti, pris une décision, il convenait de mettre ses actes en accord avec ses pensées – autrement dit : de *résister*.

LES COMPAGNONS DE 1940

Les Compagnons de la Libération engagés en 1940 forment une population singulière à bien des égards. Précisons qu'on ne considérera ici que les Compagnons Français libres, à l'exclusion des combattants de la Résistance intérieure. L'étude se fonde sur un échantillon de 853 Compagnons dont le parcours a pu être reconstitué à partir des archives de l'Ordre de la Libération, d'interviews réalisées dans les années 2000 et de diverses autres sources.

La première singularité est inscrite dans la date de 1940. Dans les rangs de la Résistance intérieure, les engagements sont très rares en 1940 et ils croissent progressivement avec le temps jusqu'à culminer à l'été 1944. La chronologie de l'engagement est exactement inverse chez les Français libres : grosso modo le tiers d'entre eux s'engagent dès 1940, proportion encore plus forte chez les Compagnons français libres dont près des trois-quarts s'engagent dès 1940 (contre respectivement 14% en 1941 ; 6% en 1942 et 7% en 1943).



Une seconde singularité tient aux origines géographiques. Quatre viviers se dégagent nettement, rassemblant un peu plus de la moitié de ces Compagnons : Paris et sa région (lieu de résidence de 23% d'entre eux), la Bretagne (16% ; alors qu'elle ne rassemblait que 6% de la population française de 1939) et, dans une moindre mesure, la Provence (7%) et la Normandie (6%). En revanche des régions très peuplées comme le Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes (5% chacune) ou la Lorraine (4%) ne fournissent que des proportions dérisoires de volontaires. Cette géographie très particulière s'explique par des contingences essentiellement matérielles : il est tout simplement beaucoup plus facile, à l'été 1940, de quitter la France depuis un port breton que depuis l'Alsace occupée.

La singularité la plus forte renvoie au caractère socialement très élitiste des Compagnons : 60% d'entre eux proviennent de catégories sociales supérieures (pères cadres supérieurs, patrons, professions libérales) ; 25% proviennent des classes moyennes (employés, petits patrons, commerçants) ; et une petite minorité (15%) est née dans des milieux populaires (paysans, ouvriers),

alors que ces catégories représentaient les deux tiers des Français en 1936. A l'élitisme social répond l'élitisme culturel : à peine un quart des Compagnons engagés en 1940 n'a pas dépassé l'école primaire alors que 18% ont un niveau secondaire et que 56% ont fait des études supérieures. Rappelons qu'en 1939, moins de 7% d'une classe d'âge étaient détenteurs du baccalauréat.

Non moins frappante est l'imprégnation militaire de ces Compagnons. La moitié d'entre eux avaient souscrit un engagement militaire avant la guerre : parmi ces derniers, 60% étaient officiers de carrière, les 40% restant se partageant entre sous-officiers de carrière (22%), soldats engagés (9%) ou simples conscrits (9%). Mieux encore : 15% des Compagnons de 1940 sont saint-cyriens et leur ascendance militaire est prononcée : 21% avaient un père soldat de métier, le plus souvent officier. Cette imprégnation militaire se consolide pendant la guerre (82% des Compagnons engagés en 1940 finissent la guerre à des grades d'officiers) et se prolonge après le conflit : 33% poursuivent la carrière des armes, alors que cette proportion ne dépasse pas 22% pour l'ensemble des Français libres. De cette façon, la singularité sociologique et militaire prédétermine en partie la qualité de Compagnon : comme dans toutes les armées, l'économie morale de la reconnaissance récompense plus volontiers les chefs et les élites que le commun des combattants. Si l'Ordre de la Libération n'avait bien sûr pas vocation à honorer spécifiquement les officiers ni même les militaires, force est de constater

que les Croix furent plus généreusement épinglées sur les poitrines des Français libres (les deux tiers des 1038 Croix individuelles) et, parmi ceux-ci, au bénéfice des officiers, presque toujours issus de milieux privilégiés.

En revanche, ces engagements furent payés au prix fort et les taux de perte, chez les Compagnons de 1940, atteignent des sommets effrayants : 25% d'entre eux furent tués au combat (contre 7% pour l'ensemble des Français libres et probablement moins de 4% pour les résistants de l'intérieur) ; 36% furent blessés et 2% torturés et/ou déportés. Soit un taux de perte global de 62% qui est sans égal dans l'histoire militaire française contemporaine (le taux de décès de l'armée française de 14/18 s'établit à 16%). On peut expliquer cette hécatombe par plusieurs facteurs. D'abord la précocité de l'engagement : dans tout conflit, le risque de perte augmente en proportion de la durée d'exposition au danger. Ensuite la position d'officier, souvent à des grades subalternes qui sont les plus exposés lors des deux guerres mondiales. Enfin, la qualité de Compagnon elle-même : l'Ordre récompense par définition les actions les plus brillantes et les plus héroïques, lesquelles impliquent souvent la blessure ou la mort.

Ces considérations conduisent à relativiser le poncif de la « faillite des élites » en 1940 : toutes les élites n'ont pas failli et elles ont payé très cher leur engagement.

Jean-François MURACCIOLE
Professeur d'histoire contemporaine
Université Paul-Valéry, Montpellier III

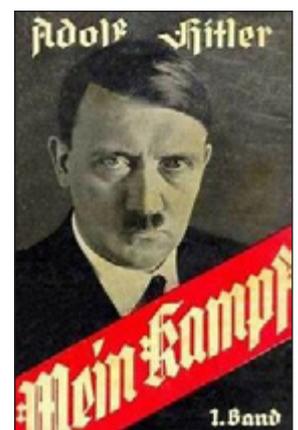
COMPRENDRE

Il n'est pas donné à tout le monde de reconnaître, d'identifier, de comprendre le danger que représente l'Allemagne nazie. Sur les sept-cent-quatre-vingt-quinze futurs Compagnons de la Libération, entrés en Résistance dès 1940 (795, soit près de 80% des 1038), ceux qui étaient les plus susceptibles de comprendre ce danger appartiennent à quatre catégories :

LES « GERMANISTES »

Ils sont familiers de l'Allemagne traditionnelle, dont ils ont étudié la civilisation, dont ils parlent la langue, dont ils apprécient la culture (les arts et la littérature), où plusieurs ont effectué des séjours.

En 1940, **René Génin** a 40 ans ; commandant, il a fait toute sa carrière en Afrique du nord, en AOF et au Levant, avant d'entrer au 2^e bureau du Grand Quartier général. Brevet de l'Ecole de Guerre, il a suivi les cours du Centre d'études germaniques de Strasbourg, il parle et lit couramment l'allemand, il a observé de près la montée du nazisme, il a lu *Mein Kampf*, il est donc parfaitement informé du sort que Hitler réserve à la France le moment venu : « Le péril allemand est le plus proche géographiquement, écrivait-il dès 1933. Préparons-nous à y faire face. » Et encore : « J'enrage de voir qu'une partie de la presse ne songe qu'à dénoncer les atrocités des bolcheviks en passant sous silence celles



des Allemands ». **Alain Gayet** a 18 ans en 1940 ; il s'est rendu deux fois en Autriche pour y apprendre l'allemand, la seconde fois à la Noël 1938, après l'*Anschluss*. Il a beau être très jeune, il a lu *Mein Kampf* : « Je savais déjà un peu à quoi m'en tenir », confiera-t-il.

« Il suffisait de lire Mein Kampf »

Alain Gayet est parti de Brest le matin du 18 juin, décidé à rejoindre la RAF pour continuer la guerre. Il avait appris que la Flotte partait pour l'Angleterre ce matin -là mais, arrivé à Brest, il voit qu'elle a avancé son départ et il trouvera tout au plus un bateau charbonnier qui attendait un bataillon de chasseurs alpins, et sur lequel il embarque. Ce bateau n'ayant pas la radio, il n'entendra pas l'ordre donné à la Flotte de faire demi-tour, et il débarquera donc ses passagers en Angleterre. Là, Alain apprendra qu'un certain de Gaulle a lancé un appel. Il le connaît pour avoir lu *Vers l'armée de métier*, dont Hitler se serait largement inspiré pour mener une guerre de mouvement - à l'inverse des généraux français. Si ce garçon de 17 ans montre une telle détermination, c'est que, envoyé par son père à l'âge de 13 ans dans un collège autrichien durant cinq trimestres – pour connaître la langue de l'ennemi - il a vu la montée de l'hitlérisme, a lu *Mein Kampf* à 15 ans et, encouragé encore par son père, participera à un camp dit de rapprochement franco-allemand en 1938. Voilà ce qu'il écrira plus tard, expliquant son engagement :

Sabine GAYET, sœur d'Alain Gayet

Depuis près de deux ans, depuis un camp de vacances d'hiver organisé par la propagande allemande près de Salzbourg à Noël 1938, je savais qu'il faudrait tôt ou tard payer de sa personne. [...] Pourquoi ce rapprochement franco-allemand ? Bien évidemment pour mieux connaître l'adversaire. Ces camps n'ont d'ailleurs pas duré. La propagande ne passait pas toujours dans le sens prévu. J'avais été choisi malgré mon jeune âge de 16 ans parce que je parlais assez couramment l'allemand. Il n'était pas besoin de fréquenter longtemps les nazis pour savoir quelle force ils représentaient, pour savoir que la guerre était inévitable et pour craindre que nous ne prenions une sacrée dérouillée. A défaut de fréquenter les nazis, il suffisait de lire Mein Kampf le programme de Hitler, et plus encore Hitler m'a dit d'Hermann Rauschning, nazi de haut rang, maire de Dantzig, qui, l'un des premiers, a reconnu la folie de son ex-Dieu Hitler et l'a crié au monde dans ce livre, lui aussi prophétique, et que les démocraties ont écarté pour mieux continuer à ne pas vouloir savoir.

Alain GAYET



Le capitaine **Pierre Billotte** a 34 ans en 1940 ; fils d'un général mort accidentellement en mai 1940, il a commandé une compagnie de chars pendant la campagne de France. Blessé, il a été fait prisonnier et envoyé dans un *Oflag* de Poméranie (d'où il s'évadera vers l'URSS en février 1941) : « Les nazis, dit-il, je les avais étudiés avant guerre, je savais qu'ils étaient capables de cruautés abominables ».

En 1935, **Charles Gonard** a 14 ans ; c'est le fils d'un polytechnicien, ingénieur des Mines, qui a lu *Mein Kampf* l'année précédente : « Il m'a convoqué dans son bureau et il m'en a lu certains passages. Je m'en souviens encore : Hitler avait tout dit dans *Mein Kampf*. » Malade, il ne peut gagner l'Angleterre en juin 1940 ; il s'engagera l'année suivante dans le mouvement *Combat* d'Henri Frenay.

Pierre de Chevigné a 31 ans en 1940 ; capitaine, il fait la campagne de France dans les Corps francs et il a été plusieurs fois blessé. Séjournant à l'hôpital de Dax à la fin de juin 1940, il s'embarque à Saint-Jean-de-Luz pour

l'Angleterre : « J'étais l'un des rares Français, je crois, qui avaient lu *Mein Kampf* en français. »

Serge Asher, qui ne s'appelle pas encore **Ravanel**, a 20 ans en 1940 ; d'origine tchèque, étudiant à Polytechnique, il a séjourné trois fois en Autriche, il y a appris l'allemand et entendu les discours de Hitler à la radio : « Hitler, je connaissais. J'avais voyagé en Autriche... J'étais déjà très antinazi... Je savais ce qu'était le nazisme. »

François Jacob a 20 ans en 1940 ; quelques années plus tôt, élève au lycée Carnot, il a recueilli les confidences d'un camarade de classe, réfugié allemand : « Je savais ce que c'était qu'Hitler. On ne pouvait composer avec un type comme ça. Il fallait s'échapper et continuer à se battre. »

Claude Bouchinet-Serreulles a 28 ans en 1940 ; officier de cavalerie, lieutenant à la Mission de liaison franco-britannique, il embarque à bord du *Massilia* pour le Maroc, puis gagne l'Angleterre, où il devient aide de camp du général de Gaulle avec son ami d'enfance Geoffroy

de Courcel : « L'hitlérisme, globalement, était le plus grave fléau, la plus grande menace qui pesait sur notre Occident », rappelle-t-il.

Pierre Bertaux a 33 ans en 1940 ; fils d'un professeur d'allemand, agrégé d'allemand (« chez nous, on est germaniste de père en fils »), spécialiste du poète Hölderlin, chef du cabinet de Jean Zay, ministre de l'Instruction publique en 1936-1937, proche de Jean Cassou, interprète-traducteur au 2^e bureau de l'état-major à Paris, il a fait de fréquents séjours en Allemagne : « Il ne faut pas de maître allemand ... il faut les foutre au

garde à vous et s'imposer. » Il s'engage dans un réseau de résistance à Toulouse en décembre 1940.

Claude Bourdet a 30 ans en 1940 ; fils d'un célèbre dramaturge et d'une femme de lettres, il est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich, en Suisse allemande, où il est en contact avec les réfugiés antinazis : « la démenche ignare du racisme nazi et le désastre subi par la société et la culture allemande furent pour moi déterminants : quand je reviens en France, j'étais un antifasciste convaincu. »

LE CENTRE D'ÉTUDES GERMANIQUES ET LA FORMATION DES MILITAIRES

« De Nuremberg nous parvenaient les échos du fanatisme qui submergeait l'Allemagne. [...] Il fallait y voir clair [...]. C'est ce qui me décida à demander de suivre pendant un an les cours du Centre d'Études Germaniques. [...] À tous ces professeurs, au Centre lui-même, je dois beaucoup. [...] Je force à peine les termes si je dis que c'est ici même que la Résistance que j'ai faite a pris naissance ». C'est ainsi qu'Henri Frenay, le plus célèbre de ses anciens élèves, a rendu hommage au Centre d'Études Germaniques (CEG) pour son 50^e anniversaire en 1971¹.

Créé à l'automne 1921 à Mayence par Paul Tirard, haut-commissaire français pour les territoires rhénans, le CEG est transféré à Strasbourg en 1930, à la fin de l'occupation. Fondé en marge de l'Université mais avec des professeurs strasbourgeois (les germanistes Jean-Édouard Spenlé et Edmond Vermeil, les historiens Marc Bloch et Lucien Febvre, le sociologue Maurice Halbwachs, le juriste René Capitant...), le CEG s'adresse initialement aux étudiants français, aux administrateurs des services d'occupation et aux officiers de l'Armée du Rhin, puis, à partir de 1930, presque exclusivement à des officiers sortis de l'École de Guerre. Il se caractérise par son enseignement interdisciplinaire tourné vers l'analyse des évolutions les plus contemporaines de l'Allemagne. Depuis son origine, il est un poste d'observation du

voisin. Vermeil instaure une revue de presse ; des premiers travaux traitent du national-socialisme dès la fin des années 1920. Pendant les années 1930, le CEG est plus que jamais une sentinelle sur le Rhin et Capitant y analyse la politique du « III^e Reich ». Au cours de la guerre, au-delà d'une institution repliée à Clermont-Ferrand et asphyxiée, il faut s'arrêter sur les trajectoires des Anciens. S'il y a au moins un cas de dérive vers la collaboration (le premier directeur Spenlé), des élèves et enseignants ont été victimes du « III^e Reich » (Bloch fusillé ; Halbwachs mort à Buchenwald ...). Certains ont servi Vichy un temps, avant de passer à la Résistance (Paul Stehlin ou Charles de Cossé-Brissac). Deux itinéraires emblématiques révèlent une certaine corrélation entre le passage au Centre et l'engagement en Résistance : ceux de René Capitant et Henri Frenay. Par ses enseignements, le CEG a incontestablement sensibilisé son auditoire au péril nazi. Il lui a aussi appris à distinguer l'Allemand du nazi et à déconstruire le récit de « l'ennemi héréditaire », indispensable au rapprochement bilatéral après 1945. Frenay confie : « Au lendemain même de la guerre, je me suis rendu en Allemagne dans un pays qui n'était qu'un champ de ruines, pour tendre la main à ceux que la veille encore nous combattions. [...] là encore, ce que j'avais appris au Centre a joué dans mon esprit un grand rôle ». Rentré à Strasbourg en 1946, le Centre continue à former les militaires aux réalités des deux Allemagnes jusqu'au milieu des années 1960. Il se tourne alors vers l'enseignement universitaire et la recherche. Peinant à se départir totalement de son rôle « d'observatoire », le Centre est dépassé par les évolutions politiques et la réalité de la coopération scientifique franco-allemande qui suivent la Chute du Mur et la Réunification. Il ferme ses portes en 2001.

1. Henri Frenay, « Hommage au Centre », à l'occasion du 50^e anniversaire du Centre d'Études Germaniques, cité in : Corine Defrance, avec la collaboration de Christiane Falbisaner-Weeda, *Sentinelle ou pont sur le Rhin ? Le Centre d'Études Germaniques et l'apprentissage de l'Allemagne en France (1921-2001)*, CNRS-Éditions, Paris 2008, p. 5.

RENÉ GÉNIN (1900-1941)

Premier officier supérieur à rejoindre l'Afrique noire sans passer par Londres, le commandant René Génin, saint-cyrien de la promotion « La Victoire » (1918-1920) est né à Toul, en Lorraine non annexée par l'Allemagne en 1871. Il est à la fois germaniste et anti-allemand, chrétien (il a lu les Pères de l'Eglise en latin et il est proche du père jésuite Gaston Fessard, haute figure de la Résistance spirituelle au nazisme) et républicain. Marqué par la Grande Guerre, à laquelle ont participé son père et ses quatre frères. Il a choisi l'infanterie coloniale et a servi en Syrie, au Maroc et en Afrique occidentale, tout en demeurant foncièrement un rebelle qui, à 17 ans, contestait déjà le « devoir d'obéissance ».

Breveté de l'Ecole de Guerre (1934), il suit les cours du Centre d'études germaniques de Strasbourg, où l'enseignement dispensé et la lecture du *Völkischer Beobachter*, seul quotidien autorisé par le parti nazi, sont de nature à ouvrir les yeux des étudiants. Ainsi, en 1935, persuadé que l'on consacre trop de temps à la défunte République de Weimar et pas assez au III^e Reich et à la montée du nazisme, il rédige un mémoire de fin d'études sur « la réglementation de l'importation des matières premières sous le régime national-socialiste ». Il y montre que, pour « se libérer du fardeau des importations », l'Allemagne intensifie sa production de textiles, cuir, caoutchouc, métaux : par textiles et cuir, il faut entendre uniformes, bottes et ceinturons ; par caoutchouc, pneus et bâches ; et par fer, cuivre et zinc,



industrie d'armement. « Sans aucun doute, conclut-il, Hitler prépare la guerre. »

Refusant la défaite, hostile à l'armistice, il écrit dès le 13 juin 1940 : « A aucun prix nous ne devons capituler. On ne traite pas, on ne compose pas avec un monstre qui incarne l'hostilité à la morale, à la civilisation, au christianisme. Nous pouvons être obligés de subir, nous ne devons pas consentir. » Et aussi : « Nous nous battons pour la plus belle des causes : on n'abandonne pas une cause comme celle-là. » Et enfin : « Si nous ne capitulons pas, la guerre continuera sur mer et dans les airs, alimentée par les empires français et anglais, et sans doute aussi par l'Amérique. [] Si je ne pouvais plus servir en France, je demanderais une place de soldat dans l'armée anglaise. Je crois à la victoire. » Dans une lettre du 8 octobre 1940, il exprimera son rejet viscéral de l'Allemagne nazie : « Le boche viole chaque jour, en ricanant, tous les articles de la convention d'armistice. Jusqu'à mon dernier souffle, je chercherai à nuire à ces monstres d'outre-Rhin et je ne me soumettrai jamais à leur joug. J'aime beaucoup mieux mourir Français que vivre Allemand. [] Je préfère perdre ma petite fille que lui voir faire un jour le salut hitlérien. »

Après avoir rejoint les Forces françaises libres au Cameroun, puis à Brazzaville, il prend part à la campagne d'Erythrée, puis à la guerre de Syrie, où, commandant une opération, il est tué le 17 juin 1941. Le Lt Colonel Génin sera reconnu comme un Compagnon de la Libération le 30 mars 1944.

François BROCHE



Hitler et Mussolini © D.R.

LES ANTIFASCISTES

Ils sont très tôt informés de la nature et des méthodes des régimes totalitaires qui se sont installés en Allemagne et en Italie.

Jacques Baumel a 22 ans en 1940 ; mobilisé en 1939 comme médecin lieutenant auxiliaire, il sert au 22^e régiment de chasseurs, près de Cannes, au moment de l'armistice. Il décide de rejoindre Londres, mais ses tentatives échouent. « Ayant soigné les républicains espagnols en 1938, je sais ce qu'est le fascisme triomphant. Je déteste d'instinct Hitler et le nazisme et je sens qu'il

n'existe ni accommodement honorable ni paix des braves avec ces gens-là. Leur victoire, si on l'accepte, marquera la fin d'un monde, un cataclysme planétaire. »

Henri Gorce-Franklin a 34 ans en 1940. Négociant en films, mobilisé comme sergent-chef en 1939, il décide de

rejoindre de Gaulle : « Il est probable que l'antifascisme a été quand même pour beaucoup, surtout pour un homme de gauche comme j'étais à l'époque. »

Etienne Schlumberger a 25 ans en 1940 ; polytechnicien, ingénieur du Génie maritime, il est affecté à la section réparation des sous-marins à l'arsenal de Cherbourg au début de 1940. Il a séjourné en Italie fasciste et en Autriche, au moment où le chancelier Dollfuss était assassiné par les nazis. De ces deux expériences, il a tiré la conviction du « danger absolu de tous les fascismes ». Le 19 juin, alors que l'armistice n'est pas encore signé, il assiste à l'arrivée des Allemands à Cherbourg ; il organise aussitôt le passage de quatre sous-marins et d'une vedette en Angleterre. La conviction de Schlumberger est partagée par Joël Le Tac, 22 ans en 1940 (« j'étais violemment antifasciste »).

Pierre Deshayes a 21 ans en 1940 ; fils d'un agent des PTT, cheminot, il est mobilisé dans le Génie en 1939, fait prisonnier en juin 1940, libéré en novembre, il refuse l'armistice et condamne la collaboration : « J'étais de ceux qui se sentaient en révolte contre les régimes dictatoriaux d'Hitler, Mussolini et Franco ».

Jean-Pierre Vernant a 26 ans en 1940 ; agrégé de philosophie, il est mobilisé comme aspirant en 1939. Membre du parti communiste, il entre en Résistance dès juillet 1940 : « La France était encerclée par le fascisme, la guerre nous semblait inévitable. [...] Nous pensions avec naïveté et notre vue plus ou moins marxiste de l'Histoire, que le triomphe des fascistes placerait l'humanité en face d'un affreux cul-de-sac, d'une régression incompréhensible, absurde. »

Robert Noireau, 28 ans en 1940 ; cadre du bâtiment, mobilisé au début de 1940, il est démobilisé en août et entre aussitôt en Résistance au sein de l'« Organisation spéciale » (un rouage de l'appareil communiste clandestin) : « J'étais antifasciste », explique-t-il sobrement. Plusieurs futurs Compagnons de la Libération sont mus par une aversion spécifique pour le nazisme.

Jean-Pierre Lévy a 29 ans en 1940 ; né à Strasbourg, représentant d'une entreprise de filatures, lieutenant pendant la campagne de France, démobilisé en août 1940, il entre en Résistance le mois suivant : « Le nazisme est une idéologie intolérable », estime-t-il.

Francis-Louis Closon a 30 ans en 1940 ; lieutenant de réserve dans l'infanterie, il est chef des services financiers à la Mission d'achats française à New York. En septembre 1940, il décide de rallier la France Libre à Londres : « Je ne pouvais tolérer les nazis en France », explique-t-il.

Jean Gemähling a 28 ans en 1940 ; ingénieur chimiste, il termine la campagne de France comme agent de liaison auprès du corps expéditionnaire britannique, avec lequel il embarque pour l'Angleterre à Dunkerque. Rentré en France, il rejoint à Marseille le Centre américain de secours, animé par le journaliste Varian Fry, qui s'emploie à faire partir des artistes antinazis menacés d'être arrêtés par la Gestapo : « Ma motivation essentielle était l'horreur du régime national-socialiste », dit-il.

André Postel-Vinay a 29 ans en 1940 ; inspecteur des finances, lieutenant pendant la campagne de France, il est fait prisonnier le 17 juin 1940. Rapatrié, il refuse « la honte de la défaite » et « la domination du nazisme » ; il entre en Résistance en octobre 1940 : « J'ai été entraîné dans la Résistance par une vraie passion : une passion irrésistible contre le nazisme et le régime hitléro-pétineux. »

Dans ces prises de conscience et dans ces engagements, l'antisémitisme n'entre pas toujours en ligne de compte. Bien que d'origine juive, fils d'un modeste ébéniste parisien,

Lazare Pytkowicz, qui a 12 ans en 1940 et qui sera interné au Vél'd'Hiv' le 16 juillet 1942, assure : « l'antisémitisme n'a pas été capital. »

Fils de général, **Hubert Germain** a 20 ans en 1940 ; dès 1934, élève à Janson-de-Sailly, il a vu arriver des Juifs fuyant la France : « Ils nous rapportaient des faits insensés nous laissant, à ce moment-là, incrédules. »

Philippe Ragueneau a 22 ans en 1940 ; étudiant à Lille, il prépare HEC : « On n'avait pas encore appris les méfaits du fascisme à Rome ou du nazisme à Berlin. On ne savait rien des massacres et des camps de concentration. On savait qu'ils étaient sévères, mais de là à imaginer ce génocide... »

En sens inverse, **Jean Gemähling** confie qu'il a été « déterminé » par le problème juif : « Hitler a commencé à mettre en pratique ce que je trouvais abominable : la persécution des juifs. »

Robert Saunal a 19 ans en 1940 ; admissible à Polytechnique, c'est en regardant les Actualités cinématographiques qu'il a découvert que les nazis étaient antisémites. Le 21 juin 1940, il s'embarque à Saint-Jean-de-Luz à bord d'un bateau polonais en partance pour l'Angleterre et s'engage dans les Forces françaises le 1^{er} juillet.

L'ANTIFASCISME COMME VOIE DE PASSAGE VERS LA RÉSISTANCE

L'antifascisme du Front populaire a perdu son unité après la crise de Munich (septembre 1938) et la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Staline et l'Internationale communiste le condamnent et appellent à dénoncer les impérialismes européens jugés conjointement responsables de la guerre. De plus, l'Italie reste en position d'attente jusqu'au « coup de poignard dans le dos » le 10 juin 1940.

Au-delà de l'antifascisme et de l'antinazisme, d'autres raisons s'ajoutent : la défaite de juin 1940, le patriotisme, l'allocution du maréchal Pétain du 17 juin, l'appel du général de Gaulle du 18 juin, les armistices, le refus de l'occupation et de l'asservissement et la politique de Révolution nationale du gouvernement de Vichy. L'engagement est aussi une aventure individuelle à ses débuts. Ainsi **Henri Rol-Tanguy** et son épouse Cécile Le Bihan, fille unique du cégétiste François Le Bihan, respectivement permanent et sténodactylo au syndicat des métaux, engagés aux côtés de l'Espagne républicaine, sont les témoins engagés de l'implication de leur famille qui héberge antinazis allemands ou antifascistes italiens puis républicains espagnols. Les aléas du pacte germano-soviétique accueilli sans état d'âme, ne changent rien à leur détermination antifasciste. Dès août 1940, démobilisé, Henri assisté de Cécile, devient l'un des responsables des comités populaires de la métallurgie ; les arrestations de l'automne lui font choisir la clandestinité totale. **Jean-Pierre Vernant**, « communiste critique », professeur agrégé de philosophie, demeure antifasciste, et, entendant l'appel du 18 juin, devient gaulliste.

Militants syndicaux et politiques, chrétiens, universitaires et milieux intellectuels, reporters, diplomates, militaires, savent ce que sont le nazisme et sa politique antisémite, ont connaissance de l'ouverture des premiers camps en mai 1933 pour les opposants politiques, l'exil des antinazis et des quelque 500 000 juifs persécutés.

Quant à la lecture de *Mein Kampf*, dans sa version allemande¹ non expurgée, elle est réservée aux germanistes et à leur entourage. Les premiers Français libres et résistants témoignent : **Pierre Billotte**, informé par son père, le général Gaston Billotte, qui lui en a lu certains passages en 1935, écrit : « les nazis, je les avais étudiés avant guerre, je savais qu'ils étaient capables de cruautés abominables ». Le capitaine **Philippe de Hauteclocque** (alias *Leclerc* fin juin 1940), et son cousin germain Pierre de Hauteclocque (alias *Rennepont*), outre la lecture du « bréviaire du nazisme », ont eu connaissance du régime



nazi par les livres de leur cousin germain et frère, Xavier de Hauteclocque, reporter en Allemagne, *Police politique hitlérienne, La Tragédie brune*². **Leclerc**, tout comme Edmond Michelet, catholique progressiste qui a implanté les équipes sociales (mouvement d'éducation populaire), sont convaincus du péril que fait courir le nazisme à la civilisation chrétienne. **Raymond Dronne**, administrateur colonial mobilisé dans les forces de police au Cameroun, a passé deux ans à Leipzig et Berlin après le baccalauréat, est témoin de la montée du nazisme. Il rallie la France Libre et Leclerc au Cameroun par refus de la défaite, de l'asservissement au nazisme. **Hubert Germain**, alors étudiant se souvient : « En 1934, j'ai vu arriver les premiers juifs allemands qui nous racontaient des choses auxquelles on n'arrivait pas à croire... Ils furent en quelque sorte des initiateurs ». Préparant Navale, il oublie le concours pour continuer la lutte, encore plus convaincu après une discussion avec un officier de l'état-major à Bordeaux que la voie est l'Angleterre et non l'Afrique du nord. **Jean Gemähling**, ingénieur chimiste, « a en horreur le national-socialisme ». Démobilisé, il s'implique dès octobre aux côtés de Varian Fry au Centre américain de secours, pour exfiltrer les antinazis allemands et autrichiens. **Claude Bouchinet-Serreulles**, attaché commercial de l'ambassade de France à Berlin a « en horreur le nazisme car il a horreur du totalitarisme ; l'hitlérisme, globalement, était le plus grave fléau, la plus grande menace qui pesait sur notre Occident ». Le 21 juin 1940, il embarque avec sa femme sur le *Massilia* pour le Maroc, où leurs espoirs de poursuivre la guerre sont déçus. Avec **Jacques Bingen**, ils gagnent l'Angleterre, et entendant une allocution du général de Gaulle, décident de rejoindre les FFL.

Jean Cavallès, protestant, professeur de philosophie à l'université de Strasbourg, germaniste et germanophile, son engagement de résistant est dans le prolongement de son engagement chrétien. René Capitant, professeur de droit à l'université de Strasbourg, porte un regard lucide sur le nazisme grâce aux séjours en Allemagne après l'arrivée d'Hitler. Démobilisé, il rejoint son université repliée à Clermont-Ferrand, noyau des universitaires résistants. **Charles Gonard**, des Groupes francs des Mouvements de résistance est catégorique : « Hitler avait tout dit dans *Mein Kampf* ». **Claude Bourdet**, futur adjoint de Henri Frenay au sein de Combat, qui a fait ses études d'ingénieur à l'École polytechnique de Zurich, en conclut : « La démente ignare du racisme nazi [...] : quand je reviens en France, j'étais un antifasciste convaincu ». **Henri Frenay** co-fondateur avec **Berty Albrecht** du mouvement de libération nationale à l'été 1940 est l'un des officiers les mieux informés sur le péril nazi. En 1935, sa rencontre avec Berty, proche de la

Ligue des droits de l'Homme, féministe et antifasciste qui accueille chez elle les premiers antinazis, lui fait découvrir la réalité nazie qu'il approfondit par les cours du Centre d'Études Germaniques de Strasbourg en 1937-1938 où il fréquente les universitaires René Capitant et Jean Cavaillès... Geneviève de Gaulle, nièce du Général, étudiante à Rennes en octobre 1940, exècre l'occupant d'autant plus que, par l'intermédiaire de son père, elle a lu *Mein Kampf*. Ses premiers actes sont des gestes individuels qui ont peu de valeur à ses yeux : elle lacère et arrache des affiches, découpe et distribue des petites croix de Lorraine, symbole de la France Libre naissante. Pour **Jean-Pierre Levy**, futur chef du mouvement Franc-Tireur, « le nazisme est une idéologie intolérable ». **Christian Pineau**, cofondateur du mouvement Libération-Nord en décembre 1940, secrétaire adjoint de la Fédération confédérée des employés de banque, de tendance non communiste, résume ainsi les occupants nazis : « Nous ne les supportons pas ».

Ces exemples d'engagés dans la Résistance ou la France Libre, soulignent en dénominateur commun le poids de l'antinazisme et de l'antifascisme dans leurs motivations même si ce ne sont pas les seules.

Christine LEVISSE-TOUZÉ

Présidente du conseil scientifique
Du Musée de l'Ordre de la Libération
Historienne, docteur ès lettres
Conservateur général honoraire du patrimoine
De la Ville de Paris.

¹ En 1934, elle est traduite et publiée par les Nouvelles Editions latines, mais le directeur, Fernand Sorlot, est condamné à la suite d'un procès intenté et gagné par Hitler. Finalement une version très expurgée (347 pages au lieu des 687 pages initiales) sort en 1938 avec l'approbation du Führer !

² *La Nouvelle Revue Critique*, éditions Energiea, 1934.

JOSEPH DE FERRIÈRES DE SAUVEBOEUF , « POUR QUE LA FRANCE VIVE »

Sous-officier au 6^e Bataillon de Chasseurs alpins, âgé de 22 ans, il participe en avril-mai 1940 à la campagne de Norvège. Sur sa première expérience de la guerre et les combats autour de Narvik, il a laissé un journal émouvant qu'il a rédigé en exil volontaire en mars-avril 1941 et qui a été publié en deux parties dans la Revue de la Fondation de la France Libre (n° 50 et 51, décembre 2013 et mars 2014). Après ces douze jours de combat, il rentre avec son unité à Brest le 15 juin 1940, mais trois jours plus tard, il part pour l'Angleterre devant l'avancée allemande.

Il se retrouve à Londres et décide de rallier la France Libre dès juillet 1940. Il évoque à la fin de son journal



son sentiment d'être très minoritaire en posant un tel acte : « Je ne raconterai pas non plus notre décision de lutter en Angleterre, et comment, 50 sur 2 000, nous restâmes ici. » Il explique les raisons de son ralliement : « Je me bats pour moi, pour que la France vive, pour le même but que papa et grand-père ont servi – parce que je m'appelle Ferrières et que je suis de la race de ceux qui se font tuer. Peu m'importe la mort si mon honneur est sauf. »

Son acte d'engagement dans la France Libre daté du 24 septembre 1940 témoigne de la précocité de son ralliement. Mortellement blessé devant Pontecorvo (Italie) le 21 mai 1944, il sera reconnu comme un Compagnon de la Libération à titre posthume par le décret du 20 novembre 1944.

Claude MASSU

ALBERT GUÉRIN, POUR LA FRANCE LIBRE, POR LA FRANCA LIBRE (1893-1974)

Le 25 juin 1940 à Londres, le *Foreign Office* reçoit un télégramme de Buenos Aires, à l'attention du Général de Gaulle : « ANCIENS COMBATTANTS FRANÇAIS REUNIS BUENOSAIRES ONT FORME COMITE NATIONAL FRANÇAIS SOUS PRESIDENCE GUERIN APPROUVANT VOTRE INITIATIVE



CONTINUER RESISTANCE JUSQUA VICTOIRE ET RESTENT A VOS ORDRES MORENO 858 BUENOSAIRES VIVE LA FRANCE » signé du « COMITE NATIONAL FRANCAIS MORENO 858 BUENOSAIRES » (Archives Nationales, AG3(1)/4). Le 22 juin 1940, jour de la signature de l'armistice entre la France et l'Allemagne, Albert et Prosper Guérin fondent avec plusieurs anciens combattants le premier des Comités de Gaulle de l'Amérique Latine. Le contact est très rapidement pris avec le général de Gaulle. Albert Guérin publie en juillet 1940 le premier numéro de



Pour la France Libre. Sa couverture tricolore, où « La Marseillaise¹ » de Rude surplombe la devise « In hoc signo vinces² » inscrite sur la croix de Lorraine, affiche un patriotisme résolu et œcuménique. Dès ce premier numéro, Guérin dénonce les mensonges de « Monsieur le

très vieux Maréchal », apostrophant le lecteur : « Avez-vous lu *Mein Kampf*? ». Le journal est publié sur une base mensuelle puis trimestrielle, en version française et en version espagnole (*Por la Francia Libre*). Distribué gratuitement, il est tiré à 25 000 exemplaires et atteint les 150 000 exemplaires à la fin de l'année 1941 selon les chiffres qu'Albert Guérin donne au lecteur³. Il permet d'entretenir l'esprit de résistance, de diffuser les informations de Radio-Londres et de la BBC, de publier des lettres de soutien aux soldats tout en offrant au lecteur matière à réflexion, grâce aux textes de Georges Bernanos et de Jacques Maritain, parmi d'autres. Le journal encourage l'enrôlement des jeunes au sein de la France Libre et réitère les appels aux dons pour offrir à

la France Libre les moyens de son indépendance. A cette fin différents objets-souvenirs sont fabriqués et mis en vente.

Albert Guérin développe un réseau de plus de 40 Comités répartis sur l'ensemble de l'Argentine, où vivent 50 000 Français. Il travaille en liaison avec l'association *Accion Argentina* créée en juin 1940 par des Argentins favorables à l'entrée en guerre du pays auprès des Alliés. Il établit d'autre part des relations avec l'ensemble des Comités latino-américains et avec les représentants de la France Libre aux Etats-Unis. Dès le 13 septembre 1940, le général de Gaulle pouvait écrire aux membres du Comité que celui-ci était « en tête de tous les Comités formés dans le monde. »

Albert Guérin est un homme d'action qui s'élève au-dessus des querelles. Il est capable dès août 1940 d'envisager l'après-guerre (« La France de demain », n° 2). Ce n'est pas un idéologue mais un homme de convictions : hostile au nazisme comme au communisme, il souhaite un retour à « la grande tradition républicaine » dont la III^{ème} République s'est éloignée : il voit dans les idéaux de liberté, de justice et de fraternité humaine, des éléments du patrimoine français, « AU MÊME TITRE QUE NOTRE SOL⁴ ». Guérin, dès le premier numéro de *Pour la France Libre*, en juillet 1940, présente au lecteur un calligramme où le nom « Laval », écrit deux fois, prend la forme d'une croix gammée.

Déchu en avril 1941 de la nationalité française par la Cour martiale de Gannat dépendant du régime de Vichy, Albert Guérin est fait Compagnon de la Libération le 10 octobre suivant.

Clotilde de FOUCHÉCOUR

1. Tel est le nom généralement donné au buste féminin situé au centre du groupe sculpté par François Rude sur le pilier est de l'arc de Triomphe intitulé *Le départ des volontaires de 1792*.

2. « Par ce signe tu vaincras » : Cette phrase renvoie à un épisode célèbre de l'histoire du christianisme. Le « signe » est la croix qui serait apparue à l'empereur Constantin, peu avant la bataille victorieuse du Pont Milvius, en 312.

3. Ces éléments comme ce qui suit sont tirés de Albert Guérin, *Ecrits de résistance, 1940-1943* [introduction de Jean-Gérard Lapacherie], Val-des-Prés, éd. Transhumances, 2018, 174 p.

4. En capitales dans l'article.

« Je ne suis pas vaincu »

En 1939, Jean Pompei alors qu'il est sous-préfet de Bellac, refuse une affectation spéciale et cède son fauteuil à son père Louis Pompei. Il est engagé d'abord sur le front de l'est comme pilote de reconnaissance puis rejoint l'armée du Moyen-Orient en Syrie (sous mandat français) comme pilote de chasse. Après l'armistice il décide de rejoindre les Anglais en Palestine et est porté déserteur par le gouvernement de Vichy puis, par la suite, condamné à mort par la cour de Riom.

Jérusalem, 7 octobre 1940

Mon cher vieux papa, ma chère petite maman chérie,

[...] L'esclavage allemand, la protection italienne sont des faits incompatibles avec notre conscience, avec notre civilisation. Si nous avons commis des erreurs dans le passé, réparons-les et évitons de les recommencer. Mais pour cela, emboîter le pas à la sauvagerie allemande, à la muflerie italienne : rien à faire. Si je ne l'avais pas toujours pensé je n'aurais jamais quitté un fauteuil qui semblait devoir être de tout repos. Que la France vaincue ait baissé les armes pour limiter les frais : d'accord. Mais moi je ne



Le général de Gaulle décore Jean Pompei.
© MOL

suis pas vaincu, je suis vivant, j'ai ma foi renouvelée et inébranlable dans la défaite de l'ennemi, j'ai mon cœur, ma force, ma tête, ma vie, j'ai des armes, j'en aurai bientôt d'autres, de splendides, je mets tout, je donne tout, j'accepte tout, je ferai tout pour battre, pour supprimer ce cauchemar.

Jean POMPEI

LES « COLONIAUX »



Douala (Cameroun), 8 octobre 1940, le général de Gaulle, accompagné du colonel Leclerc, passe les troupes en revue. © Musée de l'ordre de la Libération

Qu'ils occupent les plus hautes fonctions dans l'Empire colonial, comme le général Catroux, gouverneur général de l'Indochine, Félix Eboué, gouverneur du Tchad, ou Henri Sautot, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, ou qu'ils soient de simples volontaires, tous les « coloniaux » qui décident d'entrer en Résistance sont mus par une idée relevant du « bon sens » dont se réclame le général de Gaulle : si la lutte est devenue impossible en France, pourquoi ne pas la continuer aux colonies ? « Au moins, l'honneur serait intact », estime Claude Chandon, ancien combattant de la Grande Guerre.



Claude Chandon a 46 ans en 1940 ; propriétaire d'une bananeraie près de Cayenne, il a suivi avec inquiétude les nouvelles de France : « Si nous déposons les armes, déclare-t-il dès le 17 juin, Hitler et Mussolini vont nous autoriser tout juste une milice, fermer nos arsenaux et nos usines. Le pays sera vassalisé ni plus ni moins que ne le sont à l'heure actuelle la Hollande et la France. Je ne peux croire à cette lâcheté de la part de Pétain. » Après avoir entendu l'appel du 18 juin, il se met immédiatement à la disposition du général de Gaulle et prépare le ralliement de la Guyane à la France Libre.

Georges Catroux a 63 ans en 1940 ; général d'armée, gouverneur général de l'Indochine depuis août 1939, il refuse l'armistice, condamne le régime de Vichy, « gouvernement de servitude, voué à une politique de soumission à l'égard de la France et de trahison envers la France », juge qu'il faut continuer le combat à partir de l'Empire et se rallie à de Gaulle.

Félix Eboué a 55 ans en 1940 ; d'origine guyanaise, il a été administrateur dans plusieurs territoires d'outre-mer avant d'être nommé gouverneur du Tchad en 1939 : « C'est une force individuelle, profonde, qui nous a conduits individuellement à agir, dit-il. Un précepte moral absolu qui nous a interdit de capituler et commandé de reprendre, chacun à son compte, le destin de la Patrie. » Robert Hervé a 30 ans en 1940 ; directeur de plantations à Tahiti, il lui est « insupportable qu'un métropolitain résidant outre-mer, et en âge de porter les armes, puisse rester les bras croisés devant une telle tragédie nationale. »

Henri Sautot a 55 ans en 1940 ; commissaire résident aux Nouvelles-Hébrides depuis 1933, il a très vite connaissance de l'Appel du 18 juin et rallie son petit territoire à la France Libre dès le 20 juillet : « L'Empire britannique continuait le combat sans défaillance et nous pouvions tous juger de sa puissance dans le Pacifique... Pour mon compte personnel, j'étais décidé à poursuivre la lutte... » Le mois suivant, le général de Gaulle le charge de rallier la Nouvelle-Calédonie, mission dont il s'acquitte avec succès le 19 septembre.

Edgard de Larminat a 44 ans en 1940 ; colonel, chef d'état-major du général Mittelhauser, commandant les troupes du Levant, il refuse la défaite, tente de rallier la France Libre, mais il est arrêté et emprisonné à Damas : « La position de l'armée du Levant la vouait avec évidence à rester dans la guerre, écrit-il. Elle ne s'était pas battue, elle constituait une force intacte, modeste en soi, mais de haute valeur par sa position stratégique et par le rapport local des forces. » Il s'évade, passe en Palestine, tente de rallier la Côte française des Somalis à la France Libre, puis prend part au ralliement du Congo, avant d'être nommé gouverneur général, commandant supérieur des troupes d'AEF, puis membre du Conseil de défense de l'Empire par le général de Gaulle.



© MOL

Georges Dubois a 44 ans en 1940 ; né à Nouméa, ingénieur géomètre, il appartient à un petit groupe de Néo-Calédoniens militant pour la poursuite de la guerre : « Avant l'appel du 18 juin, nous étions quelques-uns à penser que la guerre n'était pas finie, nous le répétions. »

Un autre Néo-Calédonien, d'origine vietnamienne, **Jean Tranape** a 22 ans en 1940 ; il est dessinateur aux Travaux publics de Nouméa : « A l'école, j'ai appris à aimer cette France par la géographie et surtout par l'histoire. Les batailles de Napoléon me passionnaient. Ma décision est vite prise, je m'engage dans le bataillon du Pacifique. »



Louis Dio a 31 ans en 1940 ; depuis sa sortie de Saint-Cyr, il a fait toute sa carrière dans des territoires sahariens (Sud tunisien, Soudan, Mauritanie, Tchad). Commandant un

détachement de militaires tchadiens destiné à gagner la métropole en avril 1940, il ne peut finalement quitter le Tchad. Hostile à l'armistice, il rejoint Leclerc au Cameroun.

Raymond Dronne a 32 ans en 1940 ; diplômé de Sciences Po et de l'Ecole coloniale, docteur en droit, il est, depuis 1936, administrateur au Cameroun. Mobilisé comme lieutenant en 1939, il refuse l'armistice et participe au ralliement du territoire à la France Libre en août 1940.

Roger Ceccaldi a 27 ans en 1940 ; engagé dans l'artillerie coloniale à 18 ans, il est sous-lieutenant au Régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad, en poste à Faya-Largeau : « C'est dans un endroit quasiment coupé du monde que j'appris la défaite, se souvient-il. Avec d'autres camarades, mon premier réflexe fut de chercher à rejoindre la métropole pour nous battre. [...] Pressés d'en découdre, nous avons dû néanmoins traverser une période d'attente, insupportable à nos yeux... »

« Les colonies n'ont rien fait »

Raoul Béon a 29 ans en 1940 ; médecin lieutenant au 1^{er} Régiment d'infanterie coloniale au Dahomey, nommé médecin-chef de l'hôpital d'Abomey en 1938, il refuse immédiatement l'armistice et passe au Nigeria, avant de s'engager dans les Forces françaises libres au Tchad, où il est affecté au Régiment des tirailleurs sénégalais du Tchad. Le 1^{er} septembre, il écrit à sa femme, qui se trouve en métropole :

J'ai été dégoûté par la façon absolument honteuse dont la France a abandonné la lutte, j'ai été écœuré parce (que) les colonies qui pouvaient tout faire n'ont rien fait, j'ai été écœuré par la façon dont les gens acceptent la défaite sans même s'être battus. Car il ne faut pas se faire d'illusions, un tiers des Français à peu près s'est battu ou a voulu se battre. Le reste, des dégonflés, des types qui préfèrent prendre des coups de pieds dans les fesses plutôt que de regarder en face. Le résultat, la France rayée de la carte, le peuple français disparaissant en deux générations au maximum. Et ceux qui auraient vu cette fin auraient été obligés de travailler pour les boches, de se serrer la ceinture, de crever de froid l'hiver. Cette vie de chien je ne voulais pas que tu la mènes je ne voulais pas surtout que mes deux petits choux la mènent.

Pardonne-moi la peine que je t'ai faite mais puisque les Anglais résistaient et que les Français étaient avec eux encore eh bien je suis parti avec eux. Evidemment j'aurais pu dire comme d'autres l'ont dit, que fera un type de plus : si tout le monde avait dit ça, de Gaulle ne serait pas où il en est.

[...] Je voudrais simplement que tu me promettes de dire aux petites que leur père n'est pas un déserteur, n'est pas un rebelle ou plutôt n'était pas. Il a simplement essayé de libérer la France pour qu'elles puissent vivre heureuses. Je suis sûr mon tout petit que tu leur diras et cette assurance me permettra de partir avec deux seuls regrets : celui de vous quitter toutes les trois sans être sûr de votre avenir et celui de n'avoir pas vu la France libérée.

Raoul BÉON



Guy Charmot a 25 ans en 1940 ; médecin lieutenant des troupes coloniales, en poste en Côte d'Ivoire depuis avril, il refuse l'armistice, passe en Gold Coast avec quelques camarades, avant de rejoindre le Cameroun : « Très vite, d'un commun accord, nous avons presque tous décidé,

d'une part de refuser cette humiliante capitulation, d'autre part de continuer auprès des Anglais la lutte contre l'France, d'ailleurs sans avoir entendu l'appel du général de Gaulle. »

Jean-Claude Laurent-Champrosay a 31 ans en 1940 ; dès sa sortie de Saint-Cyr, il a choisi l'artillerie coloniale et a servi au Maroc, en Indochine et enfin en Afrique noire, où il commande une batterie du 6^e régiment d'artillerie à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta). Le 6 juillet, il refuse l'armistice et entraîne toute sa garnison en Gold Coast, puis au Cameroun.

Roger Lantenois a 30 ans en 1940 ; polytechnicien, ingénieur des Ponts, il été affecté en 1936 à la direction générale des Travaux publics au Congo. C'est à Brazzaville qu'il entend l'appel du 18 juin et se rallie immédiatement au général de Gaulle. A la fin d'août, Leclerc le charge d'organiser la mobilisation dans le territoire.

Alphée Maziéras a 27 ans en 1940 ; saint-cyrien, il se trouve au Cameroun depuis 1936. Désireux de prendre part à la campagne de France, il sollicite en vain son rapatriement. Hostile à l'armistice, il fait partie du groupe d'officiers qui accueille Leclerc à Douala au début d'août.

Henri Fougerat a 30 ans en 1940 ; lieutenant au 8^e bataillon de tirailleurs sénégalais au Dahomey, il refuse d'accepter l'armistice alors qu'il ne s'est pas battu. Il décide de passer au Nigeria, puis au Cameroun, où il fait partie du petit groupe qui rallie le territoire à la France Libre, sous le commandement de Leclerc.

Antoine Bissagnet a 34 ans en 1940 ; né à Tunis, il choisit l'administration coloniale et occupe diverses fonctions en Afrique noire avant de participer à la guerre de France dans les rangs républicains. Informé par un messenger de l'Appel du 18 juin alors qu'il est en poste au Sénégal, il déclare : « Donnez-moi cinq minutes pour boucler mon sac et je suis à vous ! »

Pierre Schrimpf a 34 ans en 1940. Né à Constantinople, installé à Paris depuis 1916, il est propriétaire d'une bananeraie au Cameroun. Mobilisé en 1939, il est chargé par Raymond Dronne d'encadrer les travailleurs indigènes affectés à la construction de la route Douala-Yaoundé, mais déplore de ne pouvoir faire la guerre « autrement qu'en terrassier ». Il se rallie immédiatement à la France Libre et, en compagnie de Dio et Dronne, prépare, sur l'ordre de Leclerc, le ralliement du Gabon.



Benjamin Tagger a 28 ans en 1940 ; né à Tachkent (Turkistan russe), naturalisé libanais, il sert dans l'armée régulière du Liban, qu'il quitte après l'armistice pour s'engager dans les Forces françaises libres.

Albert Piault a 26 ans en 1940 ; agriculteur, il a effectué son service militaire en Tunisie avant de s'installer en Côte

d'Ivoire ; mobilisé comme sergent de réserve en 1939, il refuse l'armistice, passe en Gold Coast avant de rejoindre le Cameroun.

Charles Porcheron a 23 ans en 1940 ; né à Nouméa, sergent à la Compagnie d'infanterie coloniale de Nouvelle-Calédonie, il refuse l'armistice et s'engage dans le Bataillon du Pacifique.

Georges Le Carrour a 25 ans en 1940 ; né à Boulouparis (Nouvelle-Calédonie), sergent à la Compagnie d'infanterie coloniale, il refuse l'armistice et s'engage dans le Bataillon du Pacifique¹.

Jean-Marie Corlu a 27 ans en 1940 ; lieutenant, il a effectué plusieurs séjours en Afrique noire avant d'être affecté au commandement d'un groupe nomade en Mauritanie. Bouleversé par la défaite, il pense que la guerre doit être poursuivie outre-mer. Dès le 20 juin, il note dans ses carnets : « Décision de partir. » Au début de septembre, il rejoint le Tchad après avoir parcouru 700 kilomètres à dos de chameau en dix jours. Il est affecté par Leclerc au Groupe nomade du Tibesti et prendra une part active à la prise de Koufra (25 février 1941).

Gilbert Chevillot a 31 ans en 1940 ; sous-lieutenant au 4^e régiment de tirailleurs sénégalais en Haute-Volta, il souhaite regagner la métropole pour se battre, mais se voit refuser l'autorisation par sa hiérarchie. L'appel du 18 juin le pousse à passer, avec ses hommes, son matériel et son armement, en Gold Coast, d'où il rejoindra l'Oubangui-Chari et le Bataillon de marche n° 2 en formation.

Alphonse Guéna a 31 ans en 1940 ; administrateur des colonies au Congo, lieutenant de réserve, il n'accepte pas l'armistice et prend part au ralliement du territoire à la France Libre et prend le commandement d'une compagnie du Bataillon de marche n° 1.

André Geoffroy a 29 ans en 1940 ; commandant une compagnie de tirailleurs sénégalais à Yaoundé, il se rallie à la France Libre en août 1940 et prend part au ralliement du Gabon en novembre.

Xavier Langlois a 28 ans en 1940 ; commandant un groupe méhariste au Tchad, il rallie la France Libre avec ses hommes en août 1940 : « Enfin, ça y est, écrit-il. Nous ne nous laisserons pas manger sans combattre. »

Max Guedj a 27 ans en 1940 ; né à Sousse (Tunisie), avocat, sergent dans une unité de DCA à Meknès (Maroc), il n'accepte pas l'armistice, passe à Tanger, d'où il rejoint l'Angleterre et s'engage dans les Forces aériennes françaises libres.

1. Porcheron et Le Carrour, qui étaient très proches, seront tués le même jour devant Toulon le 23 août 1944.

Fernand Aymé a 18 ans en 1940 ; comptable à la Compagnie française de l'Afrique occidentale, il est en poste à Freetown (Sierra Leone). Résolu à rejoindre les Forces françaises libres, il se rallie le 12 août lors du passage de Leclerc dans le territoire.

Jean d'Hers a 30 ans en 1940 ; capitaine, commandant la brigade mobile de la Garde civile de Gia-Dinh

(Cochinchine), il refuse la défaite et rejoint le réseau de renseignement Graille en décembre 1940.

René Génin a 40 ans. En France, il demande un congé d'armistice, embarque à Marseille pour Alger, traverse le Sahara, descend le Niger en pirogue sur 600 km et rejoint Douala, puis Brazzaville où il se met aux ordres de Larminat.

LES COMPAGNONS AFRICAINS

Onze tirailleurs sénégalais et cinq civils africains ont été nommés Compagnons de la Libération. Parmi les cinq premiers Compagnons, nommés le 29 janvier 1941 par le général de Gaulle, figure le plus illustre d'entre eux : le Guyanais **Félix Eboué**, gouverneur général de l'AEF, qui a joué dès juillet 1940 un rôle capital dans le ralliement de l'Afrique équatoriale à la France Libre.

Les militaires

Gargué (ou N'gargué). Originaire du Tchad, il a été décoré de la Croix de la Libération par le général de Gaulle en mai 1941 au camp de Qastina en Palestine. Caporal au BM3 qui renforce la Brigade française libre d'Orient en érythrée, il est blessé à Kub-Kub et évacué le 23 février 1941. Un mois plus tard, il combat dans l'Engiahah, près de Keren. On est sans nouvelles de lui depuis juin 1941.

Dominique Kosseyo (1919-1994). Originaire d'Oubangui-Chari, il a été décoré par le général de Gaulle le 14 juillet 1941. Il a rallié la France Libre le 29 août 1940. Au sein du BM1, il prend part aux combats du Gabon contre les troupes de Vichy. Il est blessé à Lambaréné en octobre 1940. Il sert ensuite à Djibouti, puis à Beyrouth. Démobilisé en 1945, il retourne dans sa ville natale où il devient cultivateur.

Paul Koudoussaragne (1920-1973) : Né en Oubangui-Chari, il est décoré de la Croix de la Libération par le général



Paul Koudoussaragne est décoré par le général de Gaulle, le 29 août 1942, à Beyrouth. © Musée de l'Ordre de la Libération

de Gaulle le 29 août 1942 à Beyrouth. Avec le BM2, il rallie la France Libre le 28 août 1940. Il prend part à la campagne de Syrie (juin-juillet 1941) puis à des opérations dans la région de l'Euphrate. A Bir Hakeim il se distingue par sa bravoure : blessé, il continue d'avancer et mène à bien sa mission. Libéré en 1945, il retourne à Bangui comme cultivateur-éleveur.

Idriss Doursan (1914-1965). Né au Tchad, il est décoré de la Croix de la Libération le 26 mai 1941 à Qastina en Palestine. Engagé volontaire, sergent en 1940, il rallie la France Libre avec le BM3 qui va combattre en Erythrée, à Kub-Kub et à Keren en mars 1941. Il prend part à la campagne de Syrie avant d'être envoyé à Bir-Hakeim. En 1943 il est en Tunisie où il reste jusqu'à sa retraite en 1948, comme adjudant.

André Kailao (1918-1965) : Originaire du Tchad, il est décoré de la Croix de la Libération, comme Idriss Doursan, le 26 mai 1941. Incorporé en 1939 au RTST, il rallie la France Libre en Oubangui. Intégré à la BM3, qui renforce la Brigade française libre d'Orient, il combat en Erythrée où il est blessé deux fois, puis en Syrie et en Libye. En 1943, il est en Afrique du Nord, puis il combat sur le front de l'Atlantique. Il retourne au Tchad en 1946 comme chauffeur d'un autre Compagnon, Marcel Vincent.

Némir (1904-1953) : Originaire du Tchad, il est décoré de la Croix de la Libération le 23 juin 1941. Engagé en 1924, il rejoint la France Libre en 1940 et intègre le BM3. Il combat en Erythrée, en Syrie, puis en Somaliland. Il suit le BM4 en Ethiopie, au Liban, en Libye où il stationne à Tobrouk (janvier-avril 1943). Envoyé en Tunisie, il est libéré du service actif et rentre à Fort-Lamy où il meurt dix ans plus tard.

Mouniro (1904-1953). Originaire du Tchad, il est décoré de la Croix de la Libération le 29 août 1942. Il s'est engagé en 1925 et a gravi les échelons au sein du BTOC. Il rejoint la France Libre le 28 août 1940 à Bangui,



entraînant ses hommes derrière lui. Il combat en Syrie, puis à Bir-Hakeim. Promu sous-lieutenant, il sert à Madagascar, puis participe aux combats dans la poche de Royan, sur le front atlantique en 1945. Rapatrié au Tchad, il est promu au grade de lieutenant de réserve.

Georges Koudoukou (1894-1942) : Originaire d'Oubangui-Chari, il a reçu la Croix de la Libération à titre posthume le 9 septembre 1942. Engagé à 20 ans, caporal en 1920, sergent en 1925, il prend part à des opérations au Maroc, au sein du 16^e RTS. Adjudant chef, il rallie la France Libre le 28 août 1940, entraînant la troupe du camp du Kassaï. Il rejoint la BM2 et le 27 décembre 1941 il devient sous-lieutenant, adjoint au commandant. C'est le premier Africain à atteindre le grade d'officier. Le 10 juin 1942, il est grièvement blessé à Bir-Hakeim et amputé d'une jambe. Il meurt cinq jours plus tard à Alexandrie.

Noukoun Kone (1908-1989) : Originaire de Segou (Soudan français, actuel Mali), il est décoré par le général de Gaulle le 25 juin 1943 en Tripolitaine. Engagé en 1929, affecté au 8^e RTS à Toulon, il est envoyé en 1938 à Djibouti avec le 1^{er} BTS des Somalis qui rallie la France Libre en décembre 1942. Il rejoint ensuite la Tunisie où il se distingue par ses actions courageuses. Blessé à la tête, il refuse d'être évacué. Il rentre au Soudan en octobre en 1943. En 1948, il embarque pour l'Indochine. Il est rapatrié à Paris pour raison de santé, puis muté au Soudan et nommé lieutenant. Il part à la retraite en 1954.

Yorgui Koli (1896-1970) : Originaire du Tchad, il est décoré de la Croix de la Libération le 7 juillet 1945 à Douala (Cameroun). Engagé en 1921 dans le RTST, puis affecté au 10^e RTC, il participe aux opérations dans le nord-est marocain en 1925. Il sert ensuite en Tunisie. Il est adjudant en 1939. Le 28 août 1940, il joue un rôle important dans le ralliement du Moyen-Congo à la France Libre. Avec le BM 1, il prend part à la bataille du Gabon, puis à la campagne de Syrie au cours de laquelle il est blessé. Promu sous-lieutenant, il est rapatrié au Tchad puis participe à la 2^e campagne du Fezzan et à celle de Tunisie. Il rentre au Tchad en 1945 et est naturalisé français en 1949.



Adolphe Diagne (1907-1985) : Né à Paris, fils du député du Sénégal et sous-secrétaire d'Etat aux Colonies Blaise Diagne, médecin militaire, il reçoit la Croix de la Libération le 18 janvier 1946. Il sert en Mauritanie, au Sénégal et au Tchad. Il prend part à la campagne du Fezzan avec Leclerc. En août 1944, il est en France avec le bataillon médical de la 1^{ère} DFL. Blessé pendant la campagne de France, il continue de soigner ses frères d'armes et termine la guerre avec le grade de médecin-commandant. Après avoir exercé des fonctions officielles auprès de la République du Sénégal, il est chargé de mission auprès du ministre français de la Coopération, et promu médecin-général en 1963.

Les civils

Cinq civils engagés dans le renseignement ou l'assistance aux réseaux de la France Libre en AOF ont été reconnus comme des Compagnons de la Libération.

Sidiki Boubakari (1911-1942), originaire de Haute-Volta (Burkina Faso), cordonnier, courrier d'un réseau de Résistance en Gold Coast (Ghana), est arrêté en Côte d'Ivoire le 30 novembre 1941. Condamné à mort par le tribunal militaire permanent de Dakar pour « trahison » le 12 mai 1942, il est exécuté le 23 octobre 1942.

Adolphe Gaétan (1913-1942), Guinéen, clerc dans un cabinet d'avocats, chef d'un réseau de Résistance d'une douzaine de membres, en liaison avec les services gaullistes de Sierra Leone, il est arrêté le 27 août 1941. Condamné à mort par le tribunal permanent de Dakar pour « trahison », il est fusillé le 19 novembre 1942.

Albert Idohou (1902-1941), Dahoméen, employé de commerce à Cotonou, **Wabi Agoussi** (1899-1941), Dahoméen, commerçant à Cotonou, et **Aloysius Odervole** (1907-1941), sujet britannique, né au Nigeria, font partie d'un réseau de renseignement sur les activités allemandes à Cotonou. Arrêtés en octobre 1940, ils sont condamnés à mort pour « espionnage » par le tribunal militaire permanent de Dakar et fusillés le 10 novembre 1941.

On ne peut qu'être frappé par l'extrême sévérité du sort réservé à ces hommes courageux qui n'ont fait couler aucun sang français, contrairement aux hommes de Vichy qui, depuis l'affaire de Dakar, n'ont jamais hésité à tirer sur d'autres Français.

Ces cinq civils africains seront reconnus comme Compagnons de la Libération par le décret du 14 novembre 1944.

François BROCHE

« La véritable voie »



Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 24 juin 1940.
Première manifestation de la population calédonienne devant la Mairie de Nouméa pour affirmer sa volonté de continuer la lutte contre les puissances de l'Axe aux côtés de la Grande-Bretagne.
Photo Marcel Médard. © Musée de l'ordre de la Libération

Félix Broche a 35 ans en 1940 ; capitaine commandant la Compagnie autonome d'infanterie coloniale à Tahiti, il rallie la France Libre en septembre 1940 et il est nommé commandant supérieur des troupes du Pacifique le mois suivant. A Papeete puis à Nouméa, il recrute 600 volontaires, qui constituent le légendaire Bataillon du Pacifique avant de s'illustrer à Bir Hakeim en juin 1942. Dans une lettre à sa femme, restée à Tunis avec ses deux enfants, il explique les raisons de son engagement.

Les Français libres sont des Français 100 %, qui veulent le redressement de la Patrie et tout de suite, pas dans 15 ou 20 ans. Mes fils ne doivent pas se faire tuer dans 20 ans parce que leur père n'a pas su défendre le pays. Une chance reste d'effacer la honte de cet armistice trop vite conclu, pourquoi la négliger ? Va-t-on obliger les Français à s'allier avec l'ennemi haï pour tomber sur les alliés d'hier ? Est-ce loyal ? Le jour viendra où tous comprendront où est la véritable voie et, ce jour-là, nous serons réunis. Ecoute bien, si je ne devais pas revenir, puise dans notre amour, dans le souvenir de notre vie heureuse, dans la confiance que tu dois avoir en moi le courage, la force nécessaires pour dire à mes fils que leur père a eu raison et qu'ils doivent être fiers de lui, malgré tout l'opprobre, l'ignominie, la honte dont on nous accable bien à tort. Ils n'ont point à rougir du mot de traître ou de rebelle dont on nous abreuve. S'il y a de purs patriotes, des désintéressés, des courageux, des convaincus, c'est chez nous qu'ils se trouvent. Je pourrais continuer longtemps là-dessus, mais c'est inutile. L'avenir prouvera qui a eu raison.

Félix BROCHE¹

1. Le lieutenant-colonel Félix Broche a été tué à Bir Hakeim le 9 juin 1942.

LES COMBATTANTS DE 39-40 :

La Légion étrangère en Norvège.

A la mi-janvier 1940, le général Gamelin, alors généralissime des armées françaises, a l'idée d'envoyer au secours de la courageuse Finlande, attaquée par l'URSS, alors alliée de la France, un corps expéditionnaire allié en Suède et en Norvège, neutres dans le conflit. En accord avec le gouvernement britannique, un détachement est mis sur pied. La capitulation de la Finlande (13 mars) n'interrompt pas ces préparatifs, car elle prélude à l'invasion de la Norvège par la France (9 avril). Le 12 avril, la France envoie la 1^{re} division légère de chasseurs, commandée par général **Antoine Béthouart**, vite renforcée par la 13^e Demi-Brigade de Légion étrangère, commandée par le colonel **Raoul Magrin-Vernerey** (futur général Monclar). Après une difficile progression vers Narvik (le port norvégien d'où part le minerai de fer suédois vers la France), les Alliés débarquent à Bjervik, où les Allemands résistent furieusement. Alors que Béthouart est sur le point de s'emparer de Narvik, l'ordre arrive de rembarquer (24 mai) car toutes les forces françaises doivent être employées



Violent assaut des bombardiers allemands créant des incendies à Narvik en Norvège le 28 mai 1940. © Musée de l'ordre de la Libération

pour résister à l'attaque allemande déclenchée le 10 mai. Béthouart entre dans Narvik, mais réembarque quelques jours plus tard (2 juin). Amère victoire pour les Français, par ailleurs affaiblis par une mauvaise coordination avec les troupes anglaises et leur éloignement des bases de départ.

Plusieurs futurs Compagnons et hautes figures de la Légion participent à la campagne de Norvège :

Marie-Pierre Koenig, Dimitri Amilakvari, Gabriel Brunet de Sairigné, Daniel Divry, Bernard Saint-Hillier, Georges Ungerman, Joseph Bakos, Imre Kocsis, André Genet...



« Un homme ne peut pas aimer la guerre, mais il peut aimer se battre – qu'on se batte pour une idée, qu'on la défende et, c'est plus probable, qu'on se batte pour la Liberté » (**Joseph de Ferrières de Sauveboeuf**) ;

« Je vous promets de faire mon devoir comme les nôtres l'ont toujours fait... En réunissant ce qui nous reste, nous pourrions peut-être contribuer à une contre-attaque » (**Jacques Beaudenom de Lamaze**, lettre à son père)

LA LÉGION ÉTRANGÈRE EN 1940



Bollardière embarque à Paimpol à bord d'un chalutier.

En mai et début juin 1940, le lieutenant-colonel **Raoul Magrin-Vernerey** se distingue à la tête de ses deux bataillons de marche formant la 13^e demi-brigade de Légion étrangère en Norvège. L'objectif de départ était la Finlande attaquée par les Soviétiques. Mais Britanniques et Français tergiversent. Un autre terrain est vite assigné. La Baltique étant bloquée en hiver, le port de Narvik recevait le minerai de fer de la mine suédoise de Kiruna, qui était, ensuite, acheminé en Allemagne ; ce fer représentait les deux tiers de la consommation du III^e Reich. Le 13 mai, les hommes de la 27^e Demi-brigade de chasseurs alpins et les légionnaires débarquent de vive force à Bjervik. L'audacieuse opération doit couvrir l'offensive menée pour reprendre Narvik, avec succès. La ville tombe le 28, alors que la bataille de France tourne mal. Le 7 juin, c'est le repli. La victoire est non exploitée. La Légion laisse en Norvège 7 officiers, 5 sous-officiers et 55 légionnaires morts dans ces opérations combinées. Mais le régiment a réussi son baptême du feu. Pour la Légion, l'enseignement est satisfaisant.

En Bretagne, les vainqueurs de Norvège vont se retrouver pris dans la débâcle. Magrin-Vernerey embarque pour l'Angleterre à Saint-Jacut-de-la-Mer, avec les capitaines **Marie-Pierre Koenig** et **Dimitri Amilakvari**, ainsi que les lieutenants **Paul Arnault** et **Jacques Beaudenom de Lamaze**. De son côté, le capitaine **Jacques Pâris de**

En Angleterre, les légionnaires sont confrontés à l'un des plus difficiles choix de leur vie : être rapatrié en France ou rester en Grande-Bretagne sans perspective encore clairement définie sinon de se battre avec un général encore peu connu. Sur 1619 hommes, 900 choisissent de continuer le combat. Les autres rentrent en Afrique du Nord. A Londres, l'unité devenue 14^e DBLE, commandée par Magrin-Vernerey (qui se rallie sous le pseudonyme de Ralph Monclar) constitue le « fer de lance » de l'armée de Gaulle. La 13^e Demi-brigade de montagne de la Légion étrangère est dissoute le 16 juillet au Maroc. La 14^e DBLE en reprend le numéro et redevient 13^e DBLE, à la fin de l'année. Première unité à rejoindre le général de Gaulle, le 13^e DBLE sera reconnue comme un Compagnon de la Libération le 9 avril 1945.



Raoul Magrin-Vernerey ©MOL

Henri WEILL

Henri Weill est l'auteur de *Compagnons de la Libération, résister à 20 ans* (Privat, 2006) et de *Moi, Oscar Ziegler, dernier Compagnon de la Libération* (Mareuil, 2019). Il publie le 30 avril *Les Compagnons de la Libération de la 13^e DBLE* (Mareuil).

La campagne de France

Après avoir envahi le Danemark et la Norvège, les Allemands attaquent la France le 10 mai 1940. L'offensive est foudroyante : la ligne Maginot est contournée, la Meuse franchie, les transports paralysés. Cependant, en plusieurs points, la résistance des Français est remarquable. Jusqu'à la fin du mois, autour de Lille, sur la Somme, des unités françaises (parmi lesquelles la 4^e division cuirassée du colonel de Gaulle) tentent d'enrayer l'inéluctable ; l'aviation enregistre plusieurs succès, qui se révéleront sans lendemain. Mal disposées, mal utilisées, les grandes unités ne pourront endiguer l'invasion. Le 30 mai, la bataille de France est virtuellement perdue ; la France a capitulé, les Anglais commencent à rembarquer leurs troupes à Dunkerque, les armées françaises du Nord sont en pleine retraite. Charles de Gaulle conserve l'espoir d'une ultime contre-offensive, mais il renonce à toute illusion lorsque le maréchal Pétain devient chef du gouvernement.



La campagne de France © D.R.



« Nous nous trouvions en face d'un énorme péril : la montée de la revendication hitlérienne ; il [Charles de Gaulle] savait qu'il avait la clé de ce péril, il savait qu'en constituant l'arme blindée – ce qu'il avait appelé d'un mot peut-être maladroit "l'armée de métier" – il y avait la possibilité pour nous de faire obstacle à l'insidieuse, lente et continue démarche nazie. Et pourtant on ne l'écoutait pas... » (**Claude Hettier de Boislambert**) ;

Des journées folles de mai et juin 40, quand chaque heure apportait une nouvelle proprement inouïe, me revient l'impression d'un monde qui se rétracte, qui se fige. On ne parle plus, on chuchote. Sur les visages, un masque est tombé, un masque que je retrouve partout, comme si tous ces visages inconnus croisés dans les rues portaient un même uniforme de couleur grise, mélange de stupeur, de panique et de tristesse. Tout se ralentit ou tout s'accélère. » (**Jacques Baumel**)

« Les Boches avancent en Bretagne. Je ne me laisserai pas prendre par ces démons, j'irai dans un pays où l'on se bat encore contre eux. » (**Jacques Joubert des Ouches**, 20 ans en 1940) ;

« La France n'a plus d'armée de terre en situation de combattre. [...] L'armée allemande poursuit sa marche

en avant. [...] A l'échéance de quelques mois, ce n'est pas seulement la France qui disparaît de la carte, c'est le concept même de la France qui s'éteint. Que peut-on sauver aujourd'hui de la France ? La marine, l'aviation, l'or, quelques élites, des cadres noyaux de la France de demain, l'Empire, mais d'abord *l'idée de la France*. » (**Claude Bouchinet-Serreulles**) ;

« Le général de Gaulle lui-même ne devait plus penser qu'à une chose : comment organiser la bataille de l'Empire. Sa principale préoccupation, c'était, devant la presque impossibilité de rétablir la situation sur le territoire métropolitain, de convaincre le gouvernement de préparer la bataille d'Afrique et la bataille de l'Empire » (**Geoffroy de Courcel**) ;

Des Français qui viennent nous reconforter apportent des nouvelles générales catastrophiques : la totalité de l'armée française disloquée, anéantie, les troupes allemandes sur les deux tiers du territoire français. Notre armée n'existe plus. On parle d'un million et demi de prisonniers. Le gouvernement français, qui a fui devant l'occupant, n'a plus aucune autorité. » (**Robert Bineau**, alors hospitalisé à Londres après avoir été blessé à Dunkerque)

REFUSER

De Gaulle l'a proclamé dès le 18 juin : « Le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non. » Ce « Non » fondateur balaie toutes les autres considérations. Il n'y a plus rien à faire ? C'est le bon moment pour « faire quelque chose », pour rejoindre la petite cohorte de ceux qui n'ont pas baissé les bras. On entre en Résistance pour libérer la France avec les motivations les plus diverses, avec, souvent, des méthodes et des finalités différentes, avec des hommes et des femmes dont on ne partage pas forcément toutes les convictions, mais toujours dans le but de mener un seul combat : débarrasser la France de l'occupant et de ses alliés, rendre aux Français leur liberté, leur dignité, leur honneur.

Le général de Gaulle et le lieutenant Geoffroy Chodron de Courcel devant St Stephen's House à Londres le 20 juin 1940. © Musée de l'ordre de la Libération



Les hommes du NON

« Le mot NON fermement opposé à la force, possède une puissance mystérieuse qui vient du fond des siècles. Toutes les plus hautes figures spirituelles de l'humanité ont dit NON à César. Prométhée règne sur la tragédie et sur notre mémoire pour avoir dit NON aux dieux. La Résistance n'échappait à l'éparpillement qu'en gravitant autour du NON du 18 juin. Les ombres inconnues qui se bousculaient aux Glières dans une nuit de Jugement dernier n'étaient rien de plus que les hommes du NON, mais ce NON du maquisard obscur collé à la terre pour sa première nuit de mort suffit à faire de ce pauvre gars le compagnon de Jeanne et d'Antigone. [...] L'esclave dit toujours OUI. »

André MALRAUX

Discours à l'inauguration du monument de la résistance des Glières, 2 septembre 1973

La Résistance n'a d'avenir que si elle se fonde sur une solidarité sans aucune exclusive. En dehors des raisons profondes et/ou immédiates qui sont à l'origine de cet engagement, deux facteurs sont à prendre en considération :

L'âge

Les Français libres sont des hommes jeunes : l'âge moyen à l'engagement est d'un peu plus de 25 ans et plus du tiers des volontaires n'ont pas atteint l'âge alors légal de la majorité (21 ans). La jeunesse va généralement de pair avec l'insouciance, voire avec l'inconscience :



« Quand on a 18 ans et demi et qu'on est étudiant en maths, on agit d'abord, on réfléchit après » (**Pierre Simonet**) ;

« À cet âge-là, à 20 ans, on marche au cœur, on marche au sentiment » (**Guy Le Coniac de la Longrays**) ;

« À 19 ans, on pense qu'on s'en sortira toujours » (**Gérard Théodore**) ;

« Vous n'avez pas conscience du danger, vous êtes beaucoup plus libre pour agir » (**Jacques Chaban-Delmas**) ;

« De l'inconscience, oui, dans une certaine mesure »
(**Claude Raoul-Duval**) ;

[...] Nous, à 20 ans, on a réagi dans l'absolu ; c'est peut-être pour cela qu'on a réussi à faire ces choses. » (**Charles Rudrauf**)

« Lorsqu'on est jeune, on est abreuvé de mots qui n'admettent que l'absolu – l'amitié, la patrie, la justice.

Le tempérament

L'esprit de la France Libre est fondé sur le refus de la défaite, de l'armistice, de l'occupation, qui explique l'ardeur qui soulève les montagnes, la certitude d'une juste cause, la conscience d'une mission animant les volontaires, « bientôt intransigeants, sinon intolérants. Provocants même parfois » (Jean-Louis Crémieux-Brilhac). L'esprit français libre, c'est avant tout un tempérament :



« C'était surtout le tempérament des volontaires, leur résolution, leur ferveur, leur disponibilité d'âme, leur culot à prendre le risque envers et contre toutes probabilités, à sortir du chemin de leur vie en se portant vers des engagements difficiles pour la défense d'une cause librement choisie qui leur ont permis d'être plus prompts à relever le gant... » (**Nicolas Wyruboff**)

« Être dans la Résistance, ça veut dire faire. Mon tempérament, c'est de faire ; c'est mon tempérament qui a joué. »
(**Serge Ravanel**)



© MOL

Le refus de la défaite et des conséquences qu'elle va entraîner (l'occupation du territoire par le vainqueur, la collaboration avec l'occupant) n'est pas univoque. Il est plus exact de parler d'une pluralité des refus, dont les causes sont à la fois profondes et immédiates.

CAUSES PROFONDES :

Causes éthiques, morales, spirituelles : l'historien René Rémond définit ainsi l'éthique du résistant : « La vie ne vaut d'être vécue que dans certaines conditions et il y a des valeurs qui sont supérieures à la vie. René Rémond (1918-2007) était un ancien du réseau de résistance britannique Jade-Fitzroy (rattaché au MI6), dirigé par le Compagnon de la Libération Claude Lamirault, ancien de l'Action française, proche d'Honoré d'Estienne d'Orves.



« La révolte morale, le fait moral a été essentiel pour tout résistant, l'essence de la Résistance. [...] Un fait moral absolu, suspendu, pur. » (**Jean Cassou**) ;

agir pour la défense de la patrie envahie ensuite. Les autres considérations sont venues après pour renforcer la décision initiale » (**Louis Magnat**) ;

« L'engagement dans la Résistance ne cessa jamais d'être une affaire personnelle ; qu'on fût syndicaliste, homme de parti ou sans lien, cet engagement répondait à un appel venu du plus profond de la libre conscience. » (**Alban Vistel**) ;

« Ce mot de liberté nous tient au cœur. Nous sommes libres et nous voulons le rester quoi qu'il en coûte » (**Pierre Dureau**) ;

« J'ai refusé la défaite parce qu'il n'y avait pas pour moi d'autre moyen de garder ma dignité d'homme libre » (**André Boulloche**) ;

« J'ai toujours à l'esprit une pensée d'un vieux poète latin qui disait : *Il ne faut pas perdre, pour conserver la vie, toutes les raisons de vivre*. Ce qui m'a le plus guidé, ce sont les raisons de vivre » (**Arthur Giovoni**) ;

« Se plier aux conditions de l'armistice était perdre sa liberté. Liberté personnelle d'abord. Liberté de pouvoir

« C'étaient toutes mes idées, mon attachement à mon pays, à ses valeurs culturelles, à sa terre qui étaient bousculées. Je ne pouvais pas l'admettre » (**Hubert Germain**) ;

« L'essentiel est que chacun fasse son devoir, Dieu fera le reste. Ce matin, j'ai fait le sacrifice de ma vie, cela donne beaucoup de courage. Je pars, j'obéis à ma conscience. Certains me critiquent, je n'ai qu'un but : obéir à mon sens du devoir. » (**Bertrand Jochaud du Plessix**) ;

« Pour moi, cela n'a pas été un choix mais une réaction de mon éthique personnelle. C'est le fruit d'une volonté, la concrétisation d'une pulsion interne très forte qui a poussé les gens à y aller » (**Jacques Roumeguère**) ;

« Refus de voir la force de l'occupant imposer sa loi au détriment des valeurs culturelles dont je m'étais pénétré durant mes études » (**Nicolas Wyruboff**) ;

« Mon engagement au service de la France Libre n'a pas été le fruit d'un hasard quelconque, mais l'affirmation de valeurs dont j'étais porteur » (**Roger Malfettes**) ;

« Nous étions en guerre, il fallait lutter contre l'ennemi, si possible le battre et le bouter hors de France, en tout cas sauver l'honneur... Je ne me posais pas de question. Je devais accomplir ce que j'estimais être mon devoir. » (**Aimé Teisseire**) ; « la cause que nous servons n'admet pas la moindre compromission ; on ne biaise pas quand il s'agit d'une question d'honneur » (**Joseph Hackin**) ;

« Tenir pour ressusciter » (**Louis Gentil**)



Causes religieuses : la croyance en Dieu, l'appartenance à une religion incitent à combattre le néo-paganisme nazi dénoncé par le pape Pie XI dans l'encyclique *Mit brennender Sorge* (mars 1937), exceptionnellement rédigée en allemand et non en latin.

« Toute notre confiance est en Dieu. Voici les jours d'épreuve qui arrivent. Le cœur gonflé de tristesse et d'amertume, j'ai appris hier soir la nouvelle de notre défaite devant l'Allemagne. [...] Avec l'aide de Dieu et de la Vierge, qui ne peuvent abandonner la France, nous triompherons. » (**Tom Morel**) ;

« Je crois en Dieu. Je crois en la primauté des forces spirituelles. Je crois en la parole du Pape. Je crois en la mission immortelle de la France... Soyez bénie, Maman, pour m'avoir enraciné dans le cœur de telles croyances, si profondes qu'elles résistent à toutes les tempêtes. Si je ne croyais pas ainsi, j'abandonnerais lâchement, comme d'autres, ou je tomberais dans le désespoir » (**François Garbit**, lettre à sa mère, 23 juin 1940) ;

« Après deux mois de réflexions angoissées, je me suis décidé à accomplir ce qui me paraît dans une clarté de plus en plus vive, être mon devoir de français et de chrétien. [...] Il s'agit bien d'une lutte entre la civilisation chrétienne et le néo-paganisme allemand. D'une croisade en un mot. Que Dieu me donne l'esprit d'un croisé ! » (**Jacques Savéy**)

« J'étais catholique, tout le poids de mon éducation et de ma culture, de ma formation, allait dans ce sens » (**Michel Fourquet**)

LES MOINES-SOLDATS DU GÉNÉRAL



Sur les 1038 Compagnons de la Libération personnes physiques, quinze étaient des religieux¹. Seuls deux d'entre eux sont connus : **Georges Thierry d'Argenlieu**, officier de marine et supérieur provincial des Carmes de Paris (en religion : RP Louis de la Trinité), qui sera le premier chancelier de l'Ordre de la Libération, et **Jules-Géraud Saliège**, archevêque de Toulouse, qui, après la guerre, sera créé cardinal (1946) et reconnu – à titre posthume - comme un « Juste parmi les nations », pour son rôle dans le sauvetage des enfants juifs persécutés.



Sous l'Occupation, Mgr Saliège s'était en outre signalé par la retentissante lettre pastorale lue en chaire le dimanche 23 août 1942, au plus fort des rafles de Juifs perpétrées par la police de Vichy, qui débutait par ce rappel : « Il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine, qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs et ces droits tiennent de la nature humaine. Ils viennent de Dieu. On peut les violer. Il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer. » Et qui se poursuivait par cette bouleversante exhortation : « Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes et contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier. »

Auteur d'un ouvrage de référence sur le général de Gaulle (*Charles le catholique*, Plon, 2011), Gérard Bardy a consacré à ces quinze hommes d'exception une passionnante galerie de portraits : « Quinze Compagnons au destin de légende, écrit-il, que le feu de la guerre couvrit de gloire, de Londres à Bir Hakeim, de la campagne de Tunisie à celle d'Italie, des plages de Provence à celles de Normandie, de Notre-Dame de Paris à la cathédrale de Strasbourg. » Quatorze étaient des catholiques, parmi lesquels les hautes figures du père **René de Naurois**, ancien collaborateur de Mgr Saliège et aumônier des « 177 » du commandant Kieffer, de **Jacques Savey**, commandant du 1^{er} BIM, puis du BIMP, tué lors de la sortie de Bir Hakeim, de **Jean Starcky**, « un saint descendu du vitrail » qui deviendra l'un des grands spécialistes des Manuscrits de la mer Morte, de **Jules Hirlemann**, l'aumônier de la Légion, de **François Bigo**, « le Padre des tirailleurs musulmans », de **Pierre Finet**,

« le dernier des Templiers », pour ne citer que ceux-là. Parmi cette vaillante cohorte, un seul était protestant : **Michel Stahl**, « le bon pasteur patriote », commandant d'une compagnie du BM3, qui terminera la guerre à l'état-major de la 2^e Brigade de la 1^{re} DFL. « Chacun à sa façon, conclut l'auteur, contribua à écrire l'histoire de la France Libre en lettres d'or. Et aussi, parfois, en lettres de sang. »

François BROCHE

Gérard Bardy, *Les Moines-soldats du Général*, Plon, 2012, 268 pages.

¹ A l'exclusion, bien sûr, de deux chefs d'Etat qui étaient également des chefs religieux : le sultan du Maroc **Mohammed ben Youssef** (« Commandeur des croyants ») et le roi d'Angleterre **George VI** (chef de l'Eglise anglicane).



JACQUES SAVEY (1910-1942)

Cinquante jours séparent le revirement du général Mittelhauser, Commandant du Théâtre d'Opération de la Méditerranée Orientale¹, de la décision définitive de Jacques Savey de rejoindre les Forces Françaises Libres, le dimanche 18 août. Au début du mois d'août, il écrivait encore à son frère : « J'ai réfléchi, je puis dire, jour et nuit et j'avoue n'être pas encore arrivé à conclure ». Non que le jeune dominicain, mobilisé depuis 1939 au sein de la Section d'Etudes du Commandement Supérieur des Troupes du Levant, ait le moindre doute sur la justesse de la cause alliée mais religieux et militaire pour la durée de la guerre, il est soumis à un double devoir d'obéissance. Comme le Lieutenant-Colonel René Génin², autre rallié des



premiers mois, c'est une réflexion personnelle, nourrie de plusieurs années de lectures et d'attention inquiète aux développements de l'actualité, qui permet à Jacques Savey de faire primer les devoirs de la conscience sur ceux de l'obéissance. Lorsque celui-ci expose à son supérieur le risque que « l'Allemagne » s'efforce « de nous dénationaliser pour nous imposer son idéologie raciste, totalitaire, païenne » (lettre du 20 août 1940), il rappelle discrètement à son destinataire les termes de l'encyclique *Mit brennender Sorge* publiée en 1937 par le Pape Pie XI et désigne indirectement cette guerre d'un genre nouveau (« une croisade en un mot ») comme une « guerre juste » selon la tradition de l'Eglise.

« Que Dieu me donne l'esprit d'un croisé, qu'il me garde au milieu de mes camarades vrai Prêtre et vrai Religieux », écrit Jacques Savey le 20 août, à la veille de son départ pour la Palestine. Faute d'un nombre suffisant de volontaires, il devra néanmoins servir en tant que soldat combattant au sein des Forces Françaises Libres. Le Commandant Jacques Savey meurt dans la nuit du 10 au 11 juin 1943 lors de la sortie de Bir Hakeim. Il fut fait Compagnon de la Libération par décret du 11 mai 1943.

Clotilde de FOUCHÉCOUR

1. Le 25 juin 1940, Jacques Savey écrivait de Beyrouth à son frère : « Ici, nous n'avons pas songé une seconde à nous rendre. [...] Notre général [Mittelhauser] a décidé de ne pas lâcher. » in *Jacques Savey. Dominicain. Héros de Bir-Hakeim. Témoignages recueillis par son frère*. [Préface du général Koenig], Paris, éd. du Cerf, 1950, 94 p. Les citations de cet article sont toutes tirées de ce recueil.

2. Voir p. 6

Le patriotisme : « Dans les témoignages comme dans les ouvrages de mémoire, note l'historien Jean-François Muracciole, l'engagement est presque toujours présenté comme la conséquence de convictions patriotiques ».



« J’ai baigné, comme tous les enfants de l’époque, dans cette véritable culture de la patrie et des hauts faits militaires. Ce patriotisme, certes parfois exacerbé, traduisait plus profondément un amour de la France dans ce qu’elle représentait à la fois pour nous et pour le monde : “un phare de la Liberté”. Du moins en étions-nous convaincus et servir cette “idée de la France”, pour reprendre les mots du général de Gaulle, au prix de nos vies, nous apparaissait comme une évidence. » (**Hubert Germain**) ;

« Ma mère était très patriote et mon père aussi » (**Claude Hettier de Bois Lambert**) ;

« Ma famille était d’un patriotisme total » (**Michel Maurice-Bokanowski**) ;



« Je crois que si quelque chose m’a bien rendu patriote, ce sont les scouts » (**Jean Bellec**) ;

© MOL

« Inconsciemment, la patrie était en moi » (**Robert Bineau**) ;

« L’éducation aidant, le mot “France” avait pour nous une résonance telle que beaucoup se sentirent dépositaires d’une parcelle de la patrie » (**Charles Rudrauf**) ;

« J’étais profondément patriote, donc hostile à l’occupant, mais ne songeais à aucune action particulière. [...] j’ai abordé la guerre avec un sens profond de la patrie. Le drapeau bleu, blanc, rouge, *La Marseillaise* me faisaient vibrer. » (**Serge Ravanel**) ;

« J’ai été élevé dans le culte de la Patrie – mes camarades aussi, j’en suis sûr [...]. Je ne puis concevoir l’asservissement actuel de la France » (**Honoré d’Estienne d’Orves**, *lettre à l’amiral Godfroy, 10 juillet 1940*) ;

« Je ne renierai pas les principes d’honneur et de patriotisme qui m’ont soutenu pendant vingt ans » (**Leclerc**, *lettre à sa femme, fin juin 1940*) ;

« Ma famille était républicaine et patriote. Mon grand-père était général de corps d’armée*, il était forcément patriote » (**François Jacob**)

* Le général Albert Franck (1868-1936) fut le premier Juif à atteindre le grade de général de corps d’armée. Cf. son portrait dans *La Statue intérieure*, p.48-49.

« J’ai été élevé dans l’amour de la France. C’est pourquoi en 1940, lorsque la défaite foudroyante est arrivée, j’ai tout naturellement fait partie de ceux qui, d’instinct, ont refusé cette défaite incroyable et ont décidé de continuer le combat dans ce qui a été appelé par la suite la Résistance » (**Jacques Chaban-Delmas**)

Les origines régionales et familiales :

Régionales

Plusieurs futurs Compagnons entrés en Résistance en 1940 sont originaires des régions annexées par l’Allemagne (Alsace-Moselle et Nord) :



« Je suis Alsacien » (**Philippe Kieffer**) ;

« On est Alsacien » (**Louis Andlauer**) ;

« Nos origines alsaciennes font que nous étions depuis longtemps anti-allemands » (**Etienne Schlumberger**) ;

« J’étais encore l’Alsacien pour qui le Teuton, c’est le casque à pointe » (**Pierre Clostermann**) ;

« Je suis d’une famille alsacienne, très alsacienne. [...] mon grand-père alsacien avait opté pour la France en 1871 » (**Pierre Louis-Dreyfus**) ;

« Je suis du Nord » (**René Lesecq**) ;

« En Lorraine, on est patriote, donc guerrier, à chaque fois qu’il le faut, c’est-à-dire presque à chaque génération » (**Michel Carage**) ;

« Ma famille était antiallemande. Mes grands-parents, alsaciens, avaient fui les Allemands après la guerre de 1870 » (**Gérard Théodore**) ;

« Mes parents étaient tous deux originaires de Lorraine, israélites non pratiquants. Ils étaient marqués par la haine du Boche » (**Roger Lévy**) ;

« Ma mère venait du Nord et avait connu l'occupation allemande en 14-18 » (**Louis Cortot**)

« Je suis tout naturellement résistant dès mon enfance » (**Robert Noireau**, né à Vicq, dans le Nord) ;

Par ailleurs, 73 étrangers – ou Français nés étrangers – appartenant à 25 nationalités différentes ont été reconnus comme Compagnons de la Libération. Trois exemples : **Yves de Daruvar**, fils d'un officier hongrois et d'une Iranienne d'origine française, né à Constantinople, de nationalité turque ; **Dimitri Amilakvari**, né en Géorgie, de nationalité géorgienne ; **Adolphe Gaétan**, né à Conakry, de nationalité guinéenne.



Yves de Daruvar © MOL



Familiales :

« Ma belle-famille était viscéralement anti-allemande » (**Michel Fourquet**) ;

« Ma famille m'a soutenu » (**Jean Astier de Villatte**),

« Ma famille était très anti-allemande » (**Maurice Bourguès-Maunoury**) ;

« Mon père avait la haine des Boches » (**Paul Chausse**) ;

« L'origine de la France Libre est l'éducation de l'amour, du devoir envers son pas, enseigné par ses parents » (**Marceau Faucret**) ;

« Mon père m'a dit plus tard qu'il aurait eu honte de moi si je n'étais pas parti en Angleterre » (**Edmond Nessler**) ;

Je peux dire que j'ai eu la grande chance d'avoir des parents qui nous ont élevé avec un sens civique certain » (**Fred Moore**) ;

« Tu sais que je ne t'empêcherai jamais de faire ton devoir » (le père de **Bernard Demolins**) ;

« A la maison, nous avons comme tous le coeur bien lourd des malheurs de la Patrie. Nous avons, en outre, comme bien d'autres, nos angoisses familiales : mon père, capitaine de réserve, est officiellement porté disparu sur ce qui fut le

front. Néanmoins, maman approuve mon projet de partir en Angleterre pour continuer le combat. Elle est d'ailleurs persuadée qu'"ils" [les Allemands] prendront tous les hommes, même ceux de ma classe qui n'est pourtant pas encore mobilisée. Hier, mon grand-oncle, officier de marine en retraite, a entendu, à la BBC, en français, un général qui demandait aux Français qui arriveraient en Angleterre de le rejoindre pour continuer la lutte. Mais une « friture » du poste l'a empêché de comprendre le nom du général. Je me vois déjà dans une rue de Londres, sonnait à la porte de ce général dont j'ignore le nom. » (**Jean Bellec**)

Quelques cas en sens inverse :

« J'ai reçu hier ton télégramme, me disant combien tu désapprouves ma décision d'aller chez de Gaulle. J'ai tellement réfléchi avant de prendre mon parti que je suis plus attristé que je ne l'aurais été de toute manière par ton désaccord. Je voudrais donc t'expliquer par quelles étapes ma pensée a passé. » (**René Pleven**, *lettre à sa femme*, 21 juillet 1940) ;

« Ma famille a été un frein, indiscutablement » (**Jacques Baumel**),

« Toute la famille était pétainiste » (**Henri Frenay**) ;

« Ils n'aimaient pas la République, ils pensaient que l'Allemagne allait gagner et qu'il était mieux de s'engager derrière le Maréchal » (**Etienne Schlumberger**)

LE SOUVENIR DE LA GRANDE GUERRE :

Les deuils familiaux :

« Mon père a été tué en 1917 » (**Jacques Roumeguère**) ;

« Mon père avait été tué en 1915 [...] Mon enfance et mon adolescence se sont déroulées dans le culte du souvenir » (**Pierre Dureau**)

« J'avais eu un frère mort en 1915 aux Eparges » (**Jules Muracciole**) ;

« Mes parents étaient marqués par la haine du Boche, ma mère ayant perdu un frère en 14-18 et mon père y ayant laissé un œil » (**Roger Lévy**) ;

« Mon père, lieutenant-colonel, a été tué le 22 août 1914 à la tête de son régiment [...]. Mon frère, Bernard, a été tué le même jour dans cette bataille en Belgique » (**Pierre de Hauteclocque**) ;

J'avais le désir de venger mon père, qui était resté sur le front de Salonique en 1918 » (**Henri Malin**) ;

« Né en 1919, père mort pour la France » (**Charles Rudrauf**)

*les récits de la guerre :

« La guerre de 14-18 nous avait fortement marqués » (**Charles Rudrauf**) ;

« J'avais été nourri par les récits de la Grande Guerre » (**Philippe Ragueneau**),

« mon père et ses 4 frères ont fait la guerre de 14 » (**Yves Ezanno**) ;

« Dans ma famille, tout le monde avait fait la guerre de 14 » (**François Jacob**) ;

« Je suis né à Saint-Quentin. En 1914, Saint-Quentin a été bombardé. La maison familiale ... boum ! Les Allemands se sont installés dans la maison de ma grand-mère. [...] J'ai été en contact dès ma jeunesse avec ceux qu'on appelait à l'époque les Boches. [...] La plupart des Bretons qui sont partis, c'est que leur père avait fait la guerre de 14 » (**Daniel Divry**) ;



Ossuaire de Douaumont

« J'avais été horrifié par tous les récits de guerre. [...] Cela a été un traumatisme incroyable » (**Claude Raoul-Duval**) ;

« Mon enfance était bercée des récits de "leur" guerre, qu'aimaient raconter les anciens combattants » (**Robert Bineau**) ;

« L'armistice du 11 novembre, c'est une chose que personne de ma génération n'a pu oublier » (**Henri Gorce-Franklin**) ;

« J'avais 4 ans en 1916, je me souviens comme si c'était hier de la Grosse Bertha qui bombardait Paris » (**Michel Maurice-Bokanowski**) ;

« Mon père et deux de mes oncles avaient fait la guerre de 14-18 ... 14-18 a été certainement plus présente que ne l'a été 40-44 pour mes enfants » (**Gérard Théodore**) ;

« Mon père avait la haine des Boches » (**Paul Chausse**) ;

« J'ai passé toute mon enfance au milieu des anciens combattants de la guerre de 1914. Ils étaient partout... Toute ma génération a grandi dans cette ambiance, celle des décorations de guerre, des monuments aux morts, de *La Marseillaise* à tout bout de champ » (**Daniel Cordier**)

CAUSES IMMÉDIATES :

La débandade :

Le 16 mai 1940, dans le secteur de Laon, le colonel de Gaulle est frappé par le spectacle de convois de réfugiés venant du Nord et par les nombreux militaires désarmés appartenant aux troupes mises en débandade par l'offensive des *panzers*. « Au spectacle de ce peuple éperdu et de cette déroute militaire, écrit-il, je me sens soulevé d'une fureur sans bornes. La guerre commence infiniment mal. Il faut donc qu'elle continue. » (*Mémoires de guerre*)



L'exode © D.R.



L'entrée des Allemands dans Paris © D.R.



« Je fais ce matin [le 15 juin 1940] le bilan de la situation. Il est désastreux. Plus aucune organisation économique ni administrative. Tout un édifice social à reconstruire dans des conditions matérielles effroyables, sous les bombardements, alors qu'un quartier de la ville est en flammes, sans eau, sans gaz, sans électricité, sans téléphone... [...] Mais si Chartres est à peu près vidée de ses habitants, le flot monstrueux de la région parisienne se déverse toujours aussi dense sur la ville. » (**Jean Moulin**, *Premier combat*) ;

« La débandade a été affreuse... Il est certain que la démoralisation de l'individu a joué un rôle important » (**Jacques Roumeguère**) ;

« Nous avons vu cette débandade... Ça m'a tué. Je tombais de haut. Ce n'était pas seulement la défaite,

Le refus de la défaite :

« Dès avant l'armistice, lorsque Pétain nous disait à la radio : "il faut cesser le combat" avec une voix que je n'oublierai jamais, j'ai refusé catégoriquement et totalement la défaite et n'ai eu qu'un désir : continuer, puis reprendre le combat. Il n'y avait pas, à la base de ma position, une analyse critique de la situation ou une motivation d'ordre politique quelconque [...] mais simplement la conviction élémentaire qu'il y avait incompatibilité entre la dignité et la soumission. » (**André Boulloche**) ;

c'était une décomposition, un effondrement » (**Jean-Pierre Vernant**) ;

« J'avais le sentiment de vivre une débandade. L'homme devenait un animal. Il n'y avait plus de règles. La défaite bouleversait tout. Des Parisiens se sont suicidés lors de l'entrée de l'armée allemande dans la capitale » (**Serge Ravanel**) ;

« Un choc incroyable » (**Jules Muracciole**),

« Une ambiance d'abandon » (**Bernard Saint-Hillier**),
« Le spectacle de la débâcle » (**André Boulloche**),

« Le désastre de l'armée française » (**André Jarrot**).

« Les Allemands ne peuvent gagner la guerre » (**Marcelle Henry**) ;

« Je ne pouvais imaginer la France vaincue et se retirant de la guerre définitivement » (**Georges Cabanier**) ;

« La défaite, l'exode, aussi bien des civils que des militaires, l'abandon total de ma France à l'ennemi me paraissent incompréhensibles. Tout cela pour moi est un désastre inadmissible et l'armistice n'est que le point final à ce

désastre. Naturellement, je refuse cette défaite » (**Camille Cunin**) ;

Une « réaction physique et viscérale de refus de la défaite » (**Guy Le Coniac de la Longrays**) ;

« Une réaction de peau » (**Francis-Louis Closon**) ;

Un « coup de colère » (**Claude Hettier de Bois Lambert**) ;

« Ce n'était pas acceptable. On ne réfléchissait pas » (**Etienne Schlumberger**) ;

« Ce n'était pas possible que la France disparaisse comme ça devant Hitler ! » (**Jules Evenou**) ;

« Il y avait la question de l'honneur. On ne se rend pas, on ne baisse pas les bras. » (**Pierre de Chevigné**) ;

« Il est dans mon caractère de ne jamais devoir subir une humiliation sans riposter immédiatement » (**Roger Lévy**) ;

« Cette défaite me paraît tellement injuste, notamment parce que nous n'avons pas, mes camarades et moi, la sensation d'avoir failli à notre devoir de soldats » (**Robert Bineau**) ;

« La défaite de juin 1940 est l'un des événements les plus dramatiques que j'ai vécus. Encore aujourd'hui, mon ventre se noue quand j'y pense. » (**Serge Ravanel**) ;

« J'étais révolté par cette défaite mais aussi par la défaillance du commandement [...]. L'indignation, presque la colère, dominait chez moi » (**Pierre Messmer**) ;

« Au moment de la défaite, une véritable honte s'est emparée de moi [...] Il fallait à tout prix continuer la lutte même si elle paraissait désespérée » (**Robert Galley**) ;

« La France s'écroule aujourd'hui dans un désastre effroyable... » (**Charles Delestraint**) ;

« J'ai quitté la France, n'ayant pu accepter de la voir abaissée. J'ai, loin d'elle, combattu pour elle, en soldat ; j'avais l'espoir de la revoir libre comme quand elle m'a donné le jour » (**Pierre de Maismont**)

JULES EVENOU (1908-2002)

La première évocation du général de Gaulle par mes parents, c'était au début des années 1950, pendant sa traversée du désert. J'avais 4 ans et nous étions à Diego Suarez (Madagascar). Un déjeuner était prévu à la maison et l'émotion de mes parents était grande : ce général avait « sauvé la France », m'ont-ils expliqué. La France, c'était un peu difficile à identifier pour l'enfant que j'étais, car nous avions auparavant vécu à Bizerte en Tunisie. Je savais simplement que c'était mon pays et c'était surtout l'émotion de mes parents qui m'avait frappée. Il y avait eu une guerre entre l'Allemagne et la France, quelques Français refusant la défaite avaient rejoint le général de Gaulle à Londres. Je ne comprenais pas tout très clairement mais la gravité de leurs visages m'avait interpellée.

Quelques années plus tard, lorsque papa était en poste à l'OTAN à Malte, nous avons vu au cinéma les actualités anglaises qui montraient le trouble de la population française en 1958 et le retour aux affaires du Général. Pour la première fois, j'ai vu mon père avoir les larmes aux yeux et cela m'a bouleversée. J'ai commencé à lui poser des questions sur les raisons de son engagement. Il répondait toujours avec parcimonie et pudeur. Plus tard, il m'a répondu plus précisément : il avait eu un « déclic »

en cheminant en 1940 sur les routes de l'exode après la défaite. L'horreur, la mort, les massacres perpétrés par les Allemands qui mitraillaient systématiquement tous ceux qui fuyaient Paris, l'avaient rempli de dégoût. Les images d'enfants tués avaient déclenché chez lui, avec la colère, la décision de quitter la France pour rejoindre le Général à Londres.

Mon père, à la sortie de l'Ecole Navale, avait fait le serment, genou à terre et sabre au clair, de défendre la République. La République vaincue méritait qu'on la défende et d'entrer dans les rangs de ceux qui REFUSAIENT.

En 1940, il devait prendre ses fonctions sur un bâtiment à Cherbourg. Il a quitté pour l'Angleterre le sol français



Le Léopard. © Musée de l'ordre de la Libération

sans savoir s'il reviendrait. En chemin, il avait fait abattre un avion allemand, ce qui lui a valu la croix de Guerre avec palme. Il en a reçu la notification en même temps que sa première condamnation à mort par contumace, signée de la main de Laval.

Il est entré dans les rangs de la France Libre sous le pseudonyme de *Commandant Richard*, pour que sa famille ne soit pas inquiétée. L'amiral Muselier lui confiera le commandement du vieux contre-torpilleur *Le Léopard*, qui sera réparé par des marins de l'Île de Sein,

intégrés dans son équipage : à ceux-ci il donne des ordres en breton. C'est avec *Le Léopard* qu'il accompagnera les convois de l'Atlantique nord et qu'il réussira ensuite le ralliement de l'île de la Réunion en 1942. Le télégramme qu'il recevra alors, signé cette fois par Charles de Gaulle, intègre Jules Evenou dans l'Ordre de la Libération, le 31 décembre 1942.

Catherine EVENOU



Le rejet de l'occupation :

« J'ai tellement souffert moralement de voir l'arrivée des Boches en France, j'ai tellement souffert de les voir s'installer partout en maîtres [...] que j'ai tout de suite trouvé de les foutre à la porte et de leur faire le plus de mal possible, même si cela devait me coûter la vie ou la liberté » (**Berty Albrecht**) ;

« On voulait casser la gueule aux Allemands, les foutre dehors » (**Jacques de Stadieu**) ;

« La question dominante, c'était une certaine haine de l'occupant et de ses agissements » (**Henri Gorce-Franklin**) ;

« Réaction brutale, refus du Boche » (**Bernard Demolins**) ;

« Voir ainsi mon pays bâillonné et défiguré me devient insupportable » (**Pierre Deshayes**) ;

« Je voulais seulement que les Allemands s'en aillent de France » (**Paul Rivière**) ;

« C'était une espèce de rage bleue. On ne peut pas dire que j'ai réellement réfléchi [...] Pour moi, la motivation de base a été extrêmement primaire : les Allemands sont à Strasbourg ; les Allemands sont à Partis. Tout le reste, c'est du bla-bla » (**Pierre Clostermann**) ;

« Dans la ville [Quimper], c'est la stupeur. On a tant voulu ne pas y croire à cette défaite ! Mais, dans le flot des bruits affreux qui rampent et éclatent, une chose est malheureusement certaine : les Allemands arrivent. Les rares défaitistes ont le triomphe pâle et chuchotent même qu'"ils" sont déjà à la Préfecture. » (**Jean Bellec**, 23 juin 1940)

Le discours du maréchal Pétain du 17 juin :

Devenu chef du gouvernement la veille au soir, en remplacement de Paul Reynaud, démissionnaire, le « vainqueur de Verdun » annonce qu'il fait « don de (s)a personne à la France pour atténuer son malheur ». Il ajoute : « C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat » et précise qu'il s'est adressé à l'adversaire pour rechercher les moyens de mettre fin aux combats « entre soldats, après la lutte et dans l'honneur ». Ces annonces sont très mal accueillies par les futurs Compagnons.



Pétain s'adresse à l'adversaire à Montoire le 24 octobre 1940. © MOL



La première réaction : « Quand Pétain a terminé, je suis étouffé par le chagrin. Je me précipite dans ma chambre et me jette sur mon lit en sanglotant... C'est un déchirement, une agonie » (**Daniel Cordier**) ;

« Nous écoutons dans un silence religieux les paroles du vieux maréchal qui annonce qu'il va signer l'armistice avec les Allemands. Les visages sont défaits, effarés. La consternation est totale. Personne n'y croit. » (**Fred Moore**) ;

Pendant que nous mangions dans un bistrot, nous avons entendu le discours de Pétain. Nous étions révoltés. Ça nous a boostés. La façon dont il parlait était insupportable » (**François Jacob**) :

« Le 17 juin, à Pau, je prends la radio à 12 heures 30. J'entends une voix chevrotante qui nous dit que nous sommes acculés. J'ai coupé. » (**Bernard Demolins**) ;

« Lorsque le 17 juin 1940 le maréchal Pétain annonça qu'il demandait un armistice, nous comprîmes que c'était la fin » (**Serge Ravanel**) ;

« Jamais ça ! » (**Bernard Fuchs**) ;

« Le laïus de Pétain fait très mauvais effet » (**Gabriel de Sairigné**) ;

« Mâchoires serrées, mon regard fuit celui des autres, car je sais que j'y verrai des larmes comme celles que je sens sur mes joues » (**Henri Frenay**) ;

« Le discours funéraire du maréchal Pétain, perçu au milieu du jour, fit l'effet d'un coup de massue » (**Edgard de Larminat**) ;

« Pour moi, Pétain était l'aboutissement de tout ce que j'avais combattu jusque là. Il n'y a pas eu une seconde d'hésitation. » (**Jean-Pierre Vernant**)

« L'incroyable nouvelle »

« Je viens d'apprendre par la radio l'incroyable nouvelle de la capitulation de Pétain. C'est tellement inconcevable qu'on reste là, les membres brisés à s'imaginer mille choses, un rêve, une erreur, une propagande, pour tenter de faire s'évanouir l'horrible cauchemar. Impitoyable, la T.S.F. achève de briser la résistance de nos nerfs trop tendus en faisant résonner une Marseillaise vibrante, le dernier appel d'une France hier libre. De ma vie je ne me rappelle avoir ressenti une émotion aussi intense et douloureuse. On voudrait courir, montrer à tous qu'on a encore une force, une énergie pour continuer à combattre. La France doit rester la France et son cœur bat toujours malgré ceux qui veulent l'assassiner sans lui permettre de lutter. »

René MOUCHOTTE, Carnets

« J'ai tout juste 20 ans. Je suis au lycée de Bayonne en préparation à Saint-Cyr mais, m'attendant à être mobilisé, je suis allé à Laval embrasser les miens. Les miens c'est-à-dire mon père, médecin-chef du lycée devenu hôpital militaire, ma mère et mes neuf jeunes frères et soeurs — la plus jeune n'a pas six mois. Mais l'avance allemande est telle que — sauf mon père bien sûr — nous repartons tous ensemble pour Saint-Jean-de-Luz où ma grand-mère et une de ses filles ont une petite maison. A peine arrivés, nous entendons à la radio, le 17 juin, la voix chevrotante du vieux maréchal oser demander « de soldat à soldat » l'armistice à Hitler. Allons-nous subir la défaite, accepter la servitude sans avoir tout tenté pour l'éviter ? C'est impossible. Je veux me battre et tourne en rond, enrageant d'impuissance. »

Blaise ALEXANDRE

LE PASSAGE À L'ACTE :



« Lorsque s'acheva l'allocution radiodiffusée de l'ancien commandant en chef des armées françaises de 1914-1918, une indignation telle s'empara de moi que l'idée s'imposa à mon être entier qu'il fallait partir combattre la trahison » (**René Cassin**) ;

« Je me suis dit tout de suite : je pars. Qu'est-ce qui m'a poussé ? Je crois que c'est de risquer de ne plus être libre. » (**Claude Lepeu**) ;

« Je dois dire que le discours du Maréchal nous a absolument décidés. [...] J'ai eu l'impression que tout

l'univers et l'ordre que je mettais dans cet univers et dans la société s'écroulaient. Il m'a paru évident qu'il fallait trouver un moyen de se battre quelque part. » (**Gaston Palewski**) ;

« Dès que j'ai entendu le discours du maréchal Pétain, à 1 heure de l'après-midi, j'ai décidé de partir » (**Pierre Simonet**) ;

« Je me souviens de Pétain faisant son discours... je me rappelle avoir été submergé, pleurant de rage et de honte. [...] Dès ce moment, j'ai pensé que le rideau se levait et que c'était à nous d'entrer en scène » (**Jean-Pierre Vernant**) ;

« Nous écoutons le discours du maréchal Pétain à la radio. Parmi mes compagnons, le sursaut est immédiat : il faut aller continuer la guerre en Afrique du nord. » (**André Dewavrin**) ;

« Le discours du 17 juin est le seul que j'ai entendu. Je suis parti en Angleterre sans avoir entendu parler du général de Gaulle, ni de son appel » (**Fred Moore**) ;

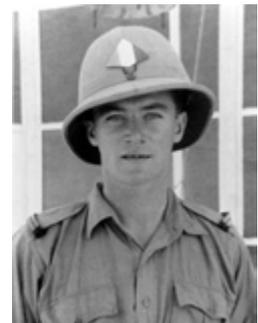
« Immédiatement, j'ai réagi. Je me suis dit : je ne peux pas accepter ça. J'ai tout de suite quitté la table avec l'intention de partir me battre en Angleterre ou au Canada. C'était viscéral, existentiel. » (**Hubert Germain**)

« Notre décision fut prise immédiatement »

Jean Simon a 28 ans en 1940 ; il est lieutenant à la 42^e Demi-brigade de mitrailleurs coloniaux. Pierre Messmer a 24 ans en 1940 ; il est sous-lieutenant au 12^e Régiment de tirailleurs sénégalais. Tous deux se portent volontaires pour un stage de formation des observateurs à la base aérienne de Tours. Après l'attaque allemande, leur détachement est replié dans un village de l'Allier, où ils entendent le discours du maréchal Pétain le 17 juin.

« Nous avons fini de déjeuner. Soudain la radio diffusa une déclaration du maréchal Pétain, nommé la veille au soir président du Conseil après le retrait de Paul Reynaud. J'ai encore dans l'oreille la voix brisée de cet homme de 84 ans [...]. Messmer me regarda. Nous nous levâmes d'un seul mouvement, nous prîmes chacun notre képi et nous nous rejoignîmes sur le trottoir. Nous n'avions pas échangé un seul mot. D'un commun accord, nous décidâmes qu'il fallait continuer le combat. [...] Notre décision fut prise immédiatement. A aucun moment nous n'eûmes d'état d'âme. » (**Jean Simon, La Saga d'un Français libre, Presses de la Cité, 2000**)

« Le 17 juin, à la fin du déjeuner que les officiers prennent en commun suivant la règle, la radio diffuse l'allocution du maréchal Pétain. Une voix tremblotante – émotion, vieillesse ou mauvaise qualité du poste, je ne sais – nous ordonne de "cesser le combat". Je n'en ai pas la moindre intention. Comme mon ami Jean Simon, je suis décidé à continuer la guerre, quoiqu'il advienne, tout simplement parce que je ne pourrai pas supporter de vivre en vaincu dans l'humiliation et le mensonge. » (**Pierre Messmer, Après tant de batailles..., Mémoires, Albin Michel, 1992**)



© MOL

EN SENS INVERSE :

1 – un discours rassurant :

« La défaite avait été trop totale et trop soudaine, l'exode trop douloureux, la honte trop cuisante, le système politique trop gravement disqualifié. On cherche éperdument une voix qui rassure et soulage. [...] Son appel avait été largement entendu, avec tristesse mais également avec soulagement et même gratitude. » (**Jacques Baumel**)

2 - les prémices de la théorie de l'épée et du bouclier :

L'historien Pierre Laborie a mis en lumière la dissociation entre la ferveur dont a longtemps bénéficié le Maréchal et l'attitude critique ou hostile à l'égard du régime dont il est le chef : « Ainsi, les sentiments anglophiles, gaullistes ou antiallemands ne portent pas atteinte au prestige personnel du maréchal Pétain, pensé par ailleurs comme un stratège

rusé du double jeu. » (*Penser l'événement, 1940-1945*). Pétain et de Gaulle, agissant de connivence, auraient eu le même objectif avec des moyens différents : résister à l'oppression allemande, préparer la revanche. Contestée par de Gaulle, infirmée par les historiens, niant l'évidence de la dérive pro-nazie du régime de Vichy, cette théorie fut parfois prise en compte par certains résistants :

« Au fond, pensait-on et on le penserait longtemps, Pétain jouait double jeu. La défaite l'obligeait à une collaboration de façade, mais il n'était pas douteux qu'un tel chef de guerre préparait la revanche. Cela est si vrai que les quelques authentiques résistants des tout débuts n'étaient pas spécialement d'humeur antimaréchaliste. [...] Pétain bénéficiait encore de leur relative bienveillance. La haine ou le mépris viendraient plus tard. » (**Jacques Baumel**) ; « Pour sauver le développement de l'oeuvre entreprise, pour faire venir à nous les hommes de bonne volonté, il est nécessaire de préciser sans ambiguïté les buts de ce mouvement et sa position exacte par rapport au gouvernement présidé par le maréchal Pétain. [...] A l'oeuvre du maréchal Pétain, nous sommes passionnément attachés. Nous souscrivons à l'ensemble des grandes réformes qui ont été entreprises. Nous sommes animés du désir qu'elles soient durables et que d'autres réformes viennent parachever cette oeuvre. C'est dans ce but que nous faisons partie du mouvement de libération nationale. [...] Puisse le maréchal Pétain avoir une vie suffisamment longue pour nous soutenir alors de sa haute autorité et de son incomparable prestige. » (**Henri Frenay**, *Manifeste*) ; « en juin 1940, je suis persuadé que Pétain agit par patriotisme, à l'égal du général de Gaulle. Au cours des mois suivants, plusieurs faits me renforceront encore dans la conviction que le Maréchal entend reprendre la guerre contre les Allemands » (**Serge Ravanel**).

Un an après la prise du pouvoir par le Maréchal, *Liberté*, organe du groupe animé par **François de Menthon***, assure le 10 juillet 1941 : « Le Maréchal agit avec toute son honnêteté de soldat de France et ses sentiments personnels d'estime et d'affection ne vont pas aux collaborateurs. »

Après la guerre, le **colonel Rémy**, l'ancien chef de la Confrérie Notre-Dame, développera la théorie de « l'épée et du bouclier », ou des « deux cordes à l'arc », dans le but de réconcilier les résistants et les collaborateurs : « il est aujourd'hui évident pour tout homme qui ne se laisse pas dominer par la passion et par la rancune, celle-ci fût-elle légitime, que la France de juin 1940 avait à la fois besoin du maréchal Pétain et du général de Gaulle. » (*Carrefour*, 11 avril 1950)

* A la fin 1941, le groupe *Liberté* fusionnera avec les *Petites Ailes de France* d'Henri Frenay au sein du mouvement *Combat*.

L'APPEL DU 18 JUIN :

Au soir du 18 juin 1940, Charles de Gaulle lance à la BBC un appel à la poursuite des combats. Il affirme que le dernier mot n'est pas dit, que l'espérance ne doit pas disparaître, que la défaite n'est pas définitive et termine par une formule imagée qui, à elle seule, résume la doctrine de la France Libre : « Quoi qu'il en soit, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. » « Dès ce moment-là, par sa ferme résolution, par les opinions qu'il avait exprimées précédemment sur la conduite de la guerre à tous les responsables britanniques et à tous ceux qui voulaient continuer la guerre à outrance, le général de Gaulle apparaissait effectivement comme le symbole de la résistance française » (**Geoffroy de Courcel**) ; « C'était d'abord la rencontre de vérités simples, parce que le droit de la France se confondait avec les droits de l'homme et le patriotisme avec la liberté. C'était aussi la rébellion, l'insubordination du soldat à des ordres jugés indignes, parce que l'obéissance du Français à l'intérêt et à l'honneur du pays doit l'emporter sur l'obéissance du militaire à ses chefs. » (**François Jacob**)



Le général de Gaulle au micro de la BBC. © Musée de l'ordre de la Libération

Peu l'entendent le soir même :



« Dans la soirée, nous étions seuls, ma femme et moi, à écouter la BBC quand soudain une voix grave et poignante, prenante, expliqua que la France avait perdu une bataille mais que la France n'avait pas perdu la guerre. Ceux qui ont eu le privilège d'entendre cette allocution, ce cri d'espérance lancé pendant que les pires malheurs s'abattaient sur la France, ceux-là, tout comme moi, doivent convenir que c'était la chose la plus émouvante à entendre » (**Félix Eboué**) ;

« Ce même soir du 18 juin, j'ai réuni mes camarades dans un café en leur disant qu'il fallait qu'on continue. [...] Le lendemain, on a entendu de Gaulle et on s'est dit : "voilà le patron" » (**Philippe Raguenau**) ;

« Il est certain que j'ai été très frappé par l'appel du général de Gaulle ; je suis l'un de ceux qui ont pu l'entendre à la radio » (**Henri Gorce-Franklin**) ;

L'Appel commence à produire ses effets dans les jours suivants :

En France :

« C'est seulement le lendemain matin, le 19 juin, que [...] j'appris à Bayonne qu'un général français avait, la veille, proclamé en substance à la radio de Londres : "la France a perdu une bataille mais n'a pas perdu la guerre. Cette guerre a un caractère mondial." Cette nouvelle me frappa comme un trait de lumière. Cet homme a raison, me dis-je, la guerre est mondiale. Je l'ai toujours pensé. Avec la volonté, nous pourrions la gagner. » (**René Cassin**) ;

« Une réponse claire, simple, s'offre : rejoindre de Gaulle à Londres, grossir l'armée minuscule qui n'a d'autre importance que symbolique. Aux premiers jours, le passage ne posera pas de problèmes insurmontables aux riverains des côtes de Bretagne, aux voisins des Pyrénées. » (**Alban Vistel**) ;

« Je n'hésite pas : étant officier d'active, mon devoir est de continuer la lutte si quelqu'un veut la continuer. Et je suis allé me présenter au général de Gaulle » (**André Dewavrin**) ;

« J'étais un employé de la France pour la défendre. Puisqu'il y avait un général qui continuait à la défendre, j'ai fait comme lui » (**Jules Evenou**) ;

« Lentement, la pensée me vient de continuer la lutte avec ce général... Je ne suis ni aventurier, ni assoiffé de combats, mais puis-je accepter notre million et demi de prisonniers ? Notre territoire occupé ? Sans réagir ? [...] J'y pense longtemps, la nuit en particulier, dans mon lit

« Mon père me dit : "Tu sais, j'ai entendu à la radio hier soir quelqu'un qui s'appelle le général de Gaulle, qui demande à tous les Français qui veulent continuer à combattre de venir le rejoindre en Angleterre." Il me dit : « de Gaulle, tu te souviendras, c'est facile à retenir comme nom, de Gaulle, la Gaule..." » (**Claude Raoul-Duval**) ;

« Heureusement, le lendemain, j'entends l'appel du général de Gaulle. L'espoir renaît, voilà la voie qu'il faut suivre, je vais partir. Un peu tremblant parce que je suis l'aîné des dix et que je vais la laisser se débrouiller seule, je fais part à ma mère de mon intention. Mais ma mère souffre autant que moi du malheur de la patrie. Tout plutôt que de voir ses fils travailler un jour pour l'ennemi. « Je veux bien que tu partes », dit-elle, « mais à une condition : emmène ton frère ! » (**Blaise Alexandre**)

d'hôpital... » (**Robert Bineau, blessé lors de l'évacuation de Dunkerque le 1^{er} juin 1940**) ;

« J'ai appris grâce à l'Appel que je n'étais pas seul. Il y avait un général dont je n'avais jamais entendu le nom, qui appelait tous les hommes valides à se joindre à lui pour continuer le combat. Ce que je voulais faire. Tout naturellement, je me suis senti attiré invinciblement par cet homme et cet Appel » (**Jacques Chaban-Delmas**) ;

« Il nous apparut logique que quelqu'un qui avait la possibilité de le faire tienne ce langage. [...] De Gaulle était donc pour nous, ce jour-là, un officier plus clairvoyant que les autres » (**Claude Bourdet**) ;

« Porté à notre connaissance sur le bateau, le message d'espoir et de courage du général de Gaulle a renforcé notre résolution à poursuivre la lutte jusqu'au bout » (**Robert Galley**) ;

« Tel que je le connaissais, son initiative ne me surprenait pas ; elle correspondait d'ailleurs à mes propres réactions » (**Antoine Béthouart**) ;

« J'ai jugé que, la guerre n'étant pas finie, et la Grande-Bretagne continuant la lutte, le devoir d'un Français libre était de répondre à l'appel du général de Gaulle. J'avais plus de confiance envers le seul homme qui ait vu clair dans la conception de la guerre moderne qu'envers ceux qui n'ont jamais voulu l'écouter. » (**François Bolifraud, lettre à son père, 17 août 1941**)

LA RÉPONSE DE L'ÎLE DE SEIN

Le 22 juin 1940, le général de Gaulle expose à la BBC les trois raisons qui s'opposent à l'armistice : l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie. Il ajoute que, dans l'Empire, la volonté de poursuivre la guerre se fait jour et que, dans le monde, « mille forces immenses, matérielles et morales », ne vont pas tarder à se lever pourvu que continue de brûler « la flamme de la Résistance française ». Cette flamme, 124 hommes vont la brandir très haut dans les jours suivants. Tous sont originaires d'un minuscule morceau de France, une petite île de 56 hectares, peuplée d'à peine 1400 habitants vivant essentiellement de la pêche. Située à 12 km de la pointe du Raz, l'île de Sein n'a pas échappé à la vigilance des nouveaux maîtres de la France : au matin du 24 juin, le maire a affiché un avis ordonnant à tous les militaires présents de se rendre aux autorités allemandes à Audierne. Ils sont une poignée : 12 territoriaux et 12 marins, mais tous les hommes valides ressentent cet ordre comme une menace.

Un patron pêcheur Jean-Marie Posmorguer, arme son bateau, le *Velleda*, et annonce son intention de rallier l'Angleterre. Aussitôt les volontaires affluent. Un autre, Prosper Couillandre, l'imite : il arme le *Rouanez-ar-Mor*. Dans la soirée, les deux bateaux ont fait le plein ; la population tout entière est venue les encourager et leur apporter des provisions. Le lendemain, trois autres patrons pêcheurs arment trois autres bateaux, qui vont rejoindre Falmouth. Rassemblés à l'Olympia Hall de Londres le 7 juillet, au milieu d'un demi-millier de volontaires, les Sénans sont passés en revue par le général de Gaulle. « Vous promènerez nos trois couleurs dans le monde entier avant de rentrer en France », leur dit-il,



Le général de Gaulle sur l'île de Sein en 1960. © Musée de l'ordre de la Libération

avant de s'exclamer : « L'île de Sein, c'est donc le quart de la France ! »

Ils seront, pour la plupart, affectés dans les Forces navales françaises libres ou dans la Marine marchande ; 22 mourront pour la France. Trois semaines avant de quitter le pouvoir, le Général fera de l'île de Sein l'une des cinq collectivités reconnues comme Compagnon de la Libération (décret du 1^{er} janvier 1946) et, en outre, honorée par la croix de guerre et la médaille de la Résistance.

François BROCHE



Hors de France :

« Le 18 [juin] fut beaucoup plus brillant et la résolution s'y affirma bruyamment de tenir jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale, aux côtés de nos Alliés. Et les télégrammes commencèrent à s'échanger avec l'Afrique du nord, Djibouti et toutes autres possessions d'outre-mer, affirmant cette résolution et prônant sa généralisation. L'appel du général de Gaulle parvenant dans cette fièvre "jusqu'aboutiste", fut considéré comme l'expression d'une nécessité évidente. » (**Edgard de Larminat**, au Levant) ;

« Votre réponse au maréchal Pétain a interprété de façon rigoureusement exacte le sentiment de nombreux Français résidant à l'étranger. Elle a particulièrement exprimé le

mien. » (**Diego Brosset**, en Colombie, *lettre à de Gaulle*, 21 juin 1940) ;

« Dans notre brousse africaine [...] nous ignorions comment évoluait la tentative du général de Gaulle. Cependant son Appel nous donnait l'espoir que, si nous tentions quelque chose, nous pourrions le faire avec d'autres volontaires français » (**Louis Magnat**, au Cameroun) ;



© MOL

« Ce n'est que plus tard que j'ai apprécié à sa juste valeur l'appel du général de Gaulle, car il est incontestable que, sans le général de Gaulle, il n'y aurait pas eu de France

Libre mais simplement une poignée de mercenaires éparpillés sur les différents champs de bataille » (**Paul Bonaldi**, au Tchad) ;

« Nous étions en train de ronger notre frein lorsque nous avons appris qu'il y avait un général qui parlait à Londres. (**Roger Ceccaldi**, au Tchad) ;

« Trois jours plus tard, nous apprenons qu'un général français a lancé un appel à la résistance et prend la tête de tous les volontaires qui se manifesteront. quel soulagement de savoir que nous n'étions pas seuls, que quelque chose allait s'organiser et qu'enfin un chef était là ! » (**Charles Rudrauf**, en Palestine) ;

« Seule la voix du général de Gaulle rend un son clair, net, loyal, convaincant » (**François Garbit**, au Tchad, *lettre à sa mère, 30 juin*) ;

« Heureusement pour nous, un homme s'est dressé, un véritable Français, le général de Gaulle. En lui seul réside notre espoir de pouvoir reconquérir la liberté de notre patrie. [...] D'ici peu, toute l'Afrique nous suivra, nous ne faisons que notre devoir [...] Fais honte à tous ceux qui ont déposé les armes sans combattre. » (**Paul Rimbaud**, à Malte, *lettre à sa femme, 9 septembre 1940*)



© MOL

« Un chef français indépendant »

Le lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves sert sur le *Duquesne* au sein de la « Force X » basée à Alexandrie (Egypte). Dans cette lettre à son supérieur, l'amiral Godfroy, le 10 juillet 1940, il donne les raisons de son départ, il évoque aussi son refus, après le drame de Mars-el-Kebir, de servir dans la Marine britannique et la nécessité de trouver « un chef français indépendant », le général de Gaulle, qu'il décide alors de rejoindre.

Amiral,

[...] J'ai été élevé dans le culte de la Patrie —mes camarades aussi j'en suis sûr— mais 1970 et 1914 ont tellement marqué sur mes parents et sur moi-même que je ne puis concevoir l'asservissement actuel de la France. Sans me permettre de juger le Département, je ne puis me croire qualifié pour reconstruire la France ainsi qu'on nous le propose. Tant qu'il y aura une lueur d'espoir je combattrai pour débarrasser mon pays de cet homme qui veut détruire nos familles et nos traditions.

Mes ancêtres se sont battus jusqu'au bout je ne puis faire autrement que les imiter. Si j'ai attendu depuis si longtemps depuis l'armistice, c'est que j'ai voulu, d'abord, ne pas m'en aller avant le désarmement à la suite duquel le travail de l'état-major sera plus réduit. Et surtout, à la suite de l'affaire d'Oran, je n'eusse voulu à aucun prix servir dans la Marine britannique. Il m'a fallu trouver un chef français indépendant. Je l'ai trouvé hier et vais me ranger sous ses ordres.

Honoré d'ESTIENNE D'ORVES

« Notre seul espoir »

Le lieutenant de vaisseau **Jean-Marie Querville**, officier de liaison à Singapour, écrit à son supérieur, le contre-amiral, commandant la Marine en Indochine, le 18 septembre 1940, pour l'informer des raisons de son ralliement à la France Libre.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après mûre réflexion et en toute connaissance de cause j'ai décidé de rejoindre le Général de Gaulle. Jusqu'à présent, j'estimai (sic) que mes fonctions d'Officier de Liaison près les Autorités Britanniques me permettaient encore de servir la cause de la France. Ayant été rappelé je suis entré directement en relation avec le Quartier Général du général de Gaulle et me suis mis à sa disposition. Mon offre a été acceptée. Je pars donc accompagné de ma famille.



© MOL

Durant les années passées j'ai en effet trop entendu parler en France de l'oppression que subissaient les pays tombés sous le joug allemand et du peu de confiance qu'il fallait apporter aux engagements du Chef de l'Etat Allemand (la lecture de l'ouvrage officiel « Le livre Jaune Français » est convaincante à cet égard) pour penser que la France puisse jamais redevenir complètement libre sous le contrôle allemand.

Ma conviction personnelle est que notre seul espoir de revoir une France non assujettie réside dans une victoire britannique.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir par le Maréchal-Joffre tous les documents secrets et officiels actuellement en ma possession. Vous trouverez ci-joint un double des bordereaux d'envoi.

Jean-Marie QUERVILLE

Conclusion sur l'Appel :

« Le général de Gaulle avait, par son appel du 18 juin 1940, tout à la fois créé un symbole et fixé un but commun à tous les Français. Un symbole : celui de la France, de la France entière, à l'exclusion de quelques dirigeants de rencontre, poursuivant aux côtés de ses alliés une nouvelle guerre de Trente ans. Un but : la victoire commune avec ces mêmes alliés, victoire à laquelle la France devait participer pour reprendre dans le chœur pacifique des nations une place digne d'elle et de ses traditions » (**André Dewavrin**) ; « de Gaulle, c'était pour moi la faiblesse qui dit *Non* à la force, c'était l'homme tout seul dans sa faiblesse absolue, à Londres, disant *Non* aux plus grandes puissances du monde, *Non* à l'écrasement. *Non* à la capitulation et ce refus de capituler c'est à peu près la seule dignité à laquelle nous pouvons prétendre » (**Romain Gary**, *La Nuit sera calme*)



Le refus de l'armistice :

« L'armistice tombe alors que nous sommes à Alexandrie. [...] Je croyais que cela était faux, que c'était un message allemand. [...] Tout le monde était consterné et n'avait plus qu'une idée : retourner se battre. » (**Roger Barberot**)

« Cet armistice fait déposer les armes à un empire de 60 millions d'hommes qui ne veulent pas de la domination allemande ou italienne » (**Jacques Sevestre**) ;

« Ma certitude de la victoire finale reste intacte. Douter, c'est trahir. Les raisons d'espérer subsistent. J'avoue quelques instants de désespoir, donc de faiblesse ; ils ont été très brefs. Ma confiance, mon calme sont entiers. Si l'armistice est signé, l'Afrique du nord, l'Angleterre, voilà les destinations que j'envisage. » (**René-Georges Weill**) ;

« C'est fait. L'armistice est signé. Notre désarroi est extrême » (**François Garbit**, *lettre à sa mère 30 juin*) ;

« Armistice honteux. Que va faire l'Afrique du nord ? » (**Gabriel de Sairigné**) ;

« Notre attitude est d'une vulgarité écoeurante, d'une platitude définitive » (**Diego Brosset**) ;

« Sans avoir entendu le général de Gaulle, je me suis trouvé en communauté avec lui. Il est vrai que je n'acceptais pas l'armistice ; je le lui ai fait connaître dans une proclamation adressée aux populations française et autochtone et en même temps je télégraphiai au gouvernement anglais que l'alliance continuait en ce qui concernait l'Indochine » (**Georges Catroux**) ;



© D.R.

« L'armistice nous inspirait une immense tristesse et le sentiment qu'il fallait recommencer à zéro » (**Bohumil Vazac**) ;

« L'armistice de Pétain a permis d'endormir la nation » (**Robert Saunal**) ;

« Inutile de vous dire que cet humiliant épisode nous a fait mal au cœur. C'est ainsi qu'avec quelques camarades et un lieutenant, nous avons choisi de continuer le combat » (**André Salvat**) ;

« Un Pétain ou un Weygand ne peuvent accepter l'armistice sans demander à tous les Français qui le peuvent de continuer le combat ailleurs, en Afrique du nord, dans l'Empire. Quant à moi, je refuse l'idée que la France s'incline devant les nazis. » (**colonel Rémy**) ;

« Au moment de l'armistice, je ressens alors un sentiment encore confus mais très présent. Rester en France signifiait l'obéissance à un gouvernement aux ordres de l'ennemi » (**Pierre Messmer**) ;

« C'était un choc. J'étais indigné, étreint par le sentiment du déshonneur » (**Guy Charmot**) ;

« Cet armistice ne nous concerne pas. Notre devoir est de continuer la lutte » (**René Gufflet**) ;

« Pour nous, l'armistice n'existe pas, puisque nous n'y avons pas consenti » (**Roger Coquoin**) ;

« Redressons la tête au lieu de nous mettre à genoux... Nous ne voulons pas être traités en esclaves et en vaincus. L'heure de l'action sonnera. » (**Stéphane Piobetta**) ;

« Comme vous avez pu le voir, la France est réduite de plus de moitié et ceux qui restent sont entièrement à la merci des Boches et forcés de travailler contre la France même. [...] Vous voyez donc la situation tragique dans laquelle se trouve la France après avoir accepté cet armistice qu'elle aurait dû rejeter. » (**Georges Delrieu**, *lettre à ses parents, 30 juin 1940*)

« *Voici les deux chemins, le bon et le mauvais* »

Saint-Cyrien de la promotion « Maroc et Syrie » (1925), Paul Jourdier (1907-1995), promu capitaine en mars 1939, commande le 1^{er} escadron du 1^{er} Régiment de spahis à Damas en juin 1940. La nouvelle de l'armistice l'atteint alors qu'il se trouve avec son escadron en reconnaissance dans le Sud-Liban. Sans avoir eu connaissance de l'Appel, il passe en Palestine britannique avec ses hommes.

Ces deux extraits de son Journal nous ont été communiqués par son fils, Louis Jourdier.

22 juin

Nous devons quitter Damas le lendemain pour une manœuvre dont le seul but connu, mais non officiel, est de nous rapprocher de la frontière palestinienne. Je ne me rappelle absolument pas si le nom de Larminat était cité comme celui d'un des instigateurs de cette manœuvre. Mais j'ignorais certainement à l'époque qu'il était, à Beyrouth, le

seul à vouloir tenir bon. Ce soir-là, nous sommes un petit groupe à dîner chez le délégué du Haut-Commissaire. Nous entendons une radio britannique qui confirme les bruits d'armistice entendus dans la journée. Je crois que Churchill parle, mais je ne sais plus ce qu'il a dit. Il est évident que personne n'imagine qu'un armistice puisse s'appliquer à des gens qui sont d'autant moins battus qu'ils ne se sont jamais battus (je n'ai pas entendu l'Appel du 18 Juin et n'en ai pas entendu parler).

30 juin

Je vais encore conspirer au P.C. J'entends dire très sérieusement que le fin du fin de la nouvelle politique est le « retournement des alliances ». Ceux que cela choque disent : « au fond, pourquoi pas ? ». (C'est semble-t-il faux en ce qui concerne M. Baudouin, mais c'est ce que l'on disait.) Mon plan est aussitôt arrêté : puisque j'ai reçu un ordre préparatoire en vue d'un mouvement à faire le soir même ou le lendemain vers un point situé sur la rive droite du Litani, je leverai le camp une heure avant celle qui me sera fixée et je prendrai la piste de gauche vers la source libanaise du Jourdain, au lieu de celle de droite. Ainsi, ceux que je préviens, sauront où et quand me trouver s'ils désirent me suivre.*

*Lorsque je redescends à mon bivouac, quel est mon étonnement de trouver l'escadron sellé et en train de se rassembler. L'ordre de mouvement vient d'arriver pendant mon absence. C'est gênant et cela m'empêche d'avertir mes cadres d'avance. Tant pis. J'en parle à Villoutreys** en avalant un frugal casse-croûte. Il faut partir immédiatement. Après ¾ d'heure de marche, voici le carrefour critique. Rassemblement : « Voici les deux chemins, le bon et le mauvais, que ceux qui ne renoncent pas à se battre me suivent, je ne me retournerai pas et je les compterai ce soir – à cheval ». Un hurrah, un seul, mais justement celui qui l'a poussé a flanché ensuite. De l'inutilité des manifestations bruyantes !*

Paul Jourdier

* Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères du 17 juin au 26 octobre 1940 (NDLR)

** Harry de Villoutreys, lieutenant au 1^{er} Régiment de spahis marocains, seul officier avec Paul Jourdier à quitter le Liban pour rallier la France Libre en Palestine. Il sera également reconnu comme un Compagnon de la Libération (NDLR).



Ismailia (Égypte), 26 août 1940, l'escadron Jourdier. © Musée de l'ordre de la Libération



La volonté de continuer la lutte ... aux côtés des Anglais :

Continuer la lutte... :

« je ne sais qui gagnera cette guerre, mais je veux combattre le nazisme. Si nous la perdons, eh bien, je continue avec le diable si nécessaire. » (**Louis Rebour**) ;

« l'essentiel est que chacun fasse son devoir et Dieu fera le reste. Ce matin, j'ai fait le sacrifice de ma vie et cela donne beaucoup de courage... Je pars, j'obéis à ma conscience, je n'ai qu'un but : obéir à mon sens du devoir. » (**Jacques de Vendevre**, tué le 30 juin 1940) ;

« Je vais où semble m'appeler mon devoir » (**André Jacob**, tué le 9 novembre 1940) ;

« Dix siècles d'histoire ont prouvé au monde que la France n'est vaincue que lorsqu'elle s'abandonne » (**André Henry**, 5 août) ;

« Chez la plupart des FFL, ce qu'ils voulaient, c'était continuer la guerre. Moi, c'était la même chose. » (**Robert Masson**) ;

« J'étais pilote, j'avais envie de continuer la lutte ; je ne voulais pas abandonner. » (**Claude Raoul-Duval**) ;

« J'ai rejoint par patriotisme et pour continuer la lutte » (**Aimé Teisseire**) ;

« Il dépend de nous, il dépend de vous surtout les jeunes, que la France ne meure pas. [...] Si nous nous comportons en Français et non avec une mentalité de chien battu ou d'esclave, si nous savons vouloir, la France ressuscitera un jour du calvaire présent » (**Charles Delestraint**, 8 juillet) ;

« Désormais, il m'était impossible de rester en France. Le mot, prétentieux mais énergique, des soldats de la Révolution me sembla le modèle du moment : vaincre ou périr. Vivoter dans une oisive légalité était une lâcheté » (**Jean Bécourt-Foch**) ;

« Je veux me battre, c'est tout. Nous nous retrouverons tous libres » (**René Duvauchelle**, lettre à sa mère, 4 juillet) ;

« Ma réaction a été celle d'un soldat qui refuse de déposer les armes tant qu'il ne s'est pas battu jusqu'au bout » (**Pierre Messmer**) ;

« On ne va tout de même pas se laisser faire. On ne va pas rester ici à attendre l'arrivée des SS pour leur faire risette... Il n'y a qu'une chose à faire : continuer à se battre. Et pour se battre, il faut quitter la France. Aller là où on pourra » (**François Jacob**) ;

« Je ne connaissais pas du tout de Gaulle. [...] Je m'étais toujours promis de ne jamais émigrer, mais, plein d'espoir en la destinée de la France, je croyais que mon séjour en Angleterre ne serait que de brève durée. J'ai donc décidé de prendre la route de l'exil pour y organiser, comme marin et comme aviateur, la lutte de l'empire français en vue de la victoire. » (**Emile Muselier**)

« *Combattre n'importe où* »

Chers parents

Après des heures angoissantes d'attente je crois pouvoir compter maintenant quitter Toulouse pour le midi et l'Afrique du Nord. Je vous écris ça très rapidement. Ce n'est plus le moment de s'attendrir. L'armistice n'est pas encore signée (sic) et si elle est déshonorante (sic), l'aviation comme la marine, compte des volontaires pour continuer la guerre. Même si on ne nous fait pas partir d'ici, au dernier moment nous sommes un petit groupe qui avons décidé de passer en Angleterre si on capitule. Il importe de notre honneur et de notre vie car les officiers français sont voués aux pires épreuves en cas de signature de paix. Plus temps de s'attendrir en dépit de la gravité des mesures à prendre. Nous sommes décidés à combattre n'importe où. L'armée de terre est peut-être « finie » mais nous nous avons du matériel et des hommes encore.

Peut-être resterez-vous longtemps sans nouvelles de moi. Aussi je vous embrasse très très affectueusement tous et vous charge d'embrasser tout le monde.

Celui qui ne vous oublie pas et pense à votre douleur.

Eugène

Vive l'aviation française !

Dites à tous qu'elle vivra toujours, cette aviation, grâce à nous.



Eugène REILHAC (19 ans)

© MOL

« Il faut continuer »

Ma chère maman,

De la situation je ne te dirai rien, elle est tout simplement intenable.

Ce matin nous avons quitté Morlaix et l'on m'a confié un avion tout seul et me voilà me propulsant dans la nature ne sachant où aller car les convois de terre sont retardés et je ne sais si l'on pourra traverser la Loire, car les Boches avancent à une vitesse foudroyante. Enfin ne t'inquiète pas pour moi, ce qu'il faut c'est ne pas tomber prisonnier de ces derniers, et je ferai [tout] pour aller dans un pays qui continuera la lutte ; car il faut continuer, aussi ne t'inquiète pas pour moi, ne m'en veux pas, je suis jeune et à mon âge on refait toujours sa vie. Je suis dans une arme qui nous permet relativement de fuir les encercllements. J'espère que papa sera bientôt près de toi et qu'il me comprendra. J'essaierai par tous les moyens de vous faire savoir où je me trouve mais ne vous inquiétez pas mais je ne tomberai pas aux mains des Fridolins. Je te quitte en pensant à Landerneau, au sympathique trio que nous avons toujours formé et en t'embrassant bien fort.

Jacques JOUBERT DES OUCHES (20 ans)



* **... aux côtés des Anglais :** « Vous me demandez ce qu'est notre politique ? Je peux vous le dire : c'est faire la guerre, sur mer, sur terre et dans les airs, par tous les moyens, avec toute la puissance et avec toute la force qu'il plaira à Dieu de nous donner ; faire la guerre contre une tyrannie monstrueuse, sans égale dans le sinistre et lamentable catalogue du crime humain. [...] Vous me demandez quel est notre but ? Je vous réponds d'un mot : la victoire, la victoire à tout prix, la victoire en dépit de toute terreur, aussi longue et difficile que puisse être la route, la victoire, car sans victoire, il n'est point de salut. » (**Winston Churchill**, discours aux Communes, 13 mai 1940)



© D.R.

« Nous battre avec les Anglais »

Liverpool, le 30 juin 1940

[...] Vous voyez donc la situation tragique dans laquelle se trouve la France après avoir accepté cet armistice qu'elle aurait dû rejeter. Si vous saviez toutes les trahisons qu'il y a eu de partout même dans le haut commandement, c'est inimaginable !! Il est vraiment dommage que tous les Français ne sachent pas la vérité et surtout ne se rendent pas compte maintenant de ce qu'il peut arriver plus tard ! Je vois tous les soldats sont contents ou presque de cet armistice mais plus tard ils verront leur erreur et réagiront, je l'espère. La France pourra alors sortir de son apathie grâce à la misère et à la souffrance auxquelles elle n'avait pas cru.

Quant à moi je suis maintenant ici et avec les Français qui ne jettent pas le manche après la cognée et qui n'acceptent pas un tel sort pour la France, nous allons former un corps français et nous battre avec les Anglais qui seuls peuvent désormais nous sauver. Et croyez-moi, que le temps sera peut-être long mais la victoire viendra. Heureusement encore que des chefs comme le général de Gaulle restent encore. L'honneur n'est pas tout à fait oublié. Je vais faire mettre ma lettre au Maroc pour qu'elle vous parvienne sûrement car d'ici je ne sais pas et je ne voudrais pas non plus qu'il vous arrive quoi que ce soit à cause de moi. Je ne crois pas non plus pouvoir vous donner d'adresse. Mais soyez tranquilles à mon sujet. Tout ira bien. Ce que je voudrais avoir ce sont de vos nouvelles et de celles du tout p'tit dont je n'ai rien depuis 2 mois.

Georges DELRIEU (20 ans), lettre à ses parents,



Georges Delrieu, joueur de football à l'Olympique marocain de Rabat (1936-1939) © Collection familiale.



« La France, accablée par le nombre et le manque de matériel, a signé l'armistice. Tout n'est pas perdu. Gardons notre confiance. L'Empire français est intact et restera aux côtés de l'Empire britannique jusqu'à la victoire finale » (**Louis Bonvin**, gouverneur des Établissements français de l'Inde, 27 juin 1940) ;

« Je veux partir pour l'Angleterre. Puisque mon pays m'a rejeté comme combattant, je combattrai pour lui, malgré lui, sans lui. Je veux partir pour l'Angleterre. » (**René Mouchotte**) ;

« C'est scandaleux de lâcher les Anglais » (**Jean Starcky**) ;

« L'Angleterre représentait l'espérance » (**Jacques Baumel**),

« Un seul but : continuer la guerre avec les Britanniques » (**Jean Pillard**),

« Nous qui n'avons jamais failli à notre parole abandonnons une alliée avec qui nous avons signé un pacte solennel*. [...] En signant l'armistice, il [le gouvernement de Bordeaux] a manqué à l'engagement solennel pris vis-à-vis de nos alliés de ne pas faire de paix séparée » (**François Garbit**) ;

« On a donné notre parole aux Anglais, on n'a pas le droit de les laisser tomber » (**Charles Rudrauf**) ;

« Nous manquons non seulement à tous nos engagements avec nos alliés, mais encore aux engagements gratuits pris vis-à-vis de nous-mêmes, pris dans les derniers jours, de n'accepter qu'une paix honorable » (**Diego Brosset**) ;

« Je sais que l'accord que la France et l'Angleterre ont signé stipule qu'aucun des deux pays ne demandera à l'ennemi d'armistice séparé. Il est clair que la France trahit sa parole d'honneur vis-à-vis de l'Angleterre. Quand nous sortons de notre mutisme, je dis à mon frère : "Eh bien, les Anglais continuent, on part en Angleterre !" » (**Fred Moore**) ;

« On s'est dit : "en France, c'est fichu. Ce n'est pas sûr qu'ils continuent à combattre en Afrique du Nord. Allons en Angleterre. Au moins on verra » (**Claude Raoul-Duval**) ;

« Je suis en Angleterre. Je ne suis plus un vaincu. Je suis libre ! » (**Maurice Halna du Fretay**, 15 novembre 1940).

« Mon devoir, partout où je passe, est de montrer qu'il y a des Français convaincus de la victoire britannique sur Hitler et décidés à rendre à la France son indépendance » (**Honoré d'Estienne d'Orves** au Cap, septembre 1940) ;

« La guerre n'est pas finie, on peut avoir besoin de moi » (**Paul Tripier**) ;

« Père chéri, nous nous sommes liés par un serment : celui de vivre ou de mourir pour l'accomplissement du devoir qui nous est imposé par notre dignité personnelle. Dès demain, nous serons six, coude à coude, pour continuer la lutte auprès de notre alliée l'Angleterre. [...] Notre acte a été longuement mûri. Nous ne pouvons plus rester dans cette attitude de soldats vaincus. Dans cette voie, nous avons été précédés et nous serons suivis. L'Angleterre ne pourra ou alors une mort bienveillante nous épargnera d'être témoins de la ruine totale de notre France chérie. » (**Henri Romanetti**, lettre à son père, 14 octobre 1940, cf. *Mémorial*, p. 378) ;

« Désormais, il m'était impossible de rester en France. Le mot prétentieux mais énergique des soldats de la Révolution me sembla le modèle du moment : il fallait vaincre ou périr. Vivoter dans une oisive légalité était un lâcheté. Je décidai de gagner l'Angleterre quel que fût le moyen qui fût à ma disposition. » (**Jean Bécourt-Foch**) ;

« Je réfléchis... et je me décide à jouer la carte anglaise. C'est celle qui convient le mieux à mes pensées, à mon honneur propre. » (**André Mazana**) ;

« J'ai pris cette décision de rester en Angleterre en toute connaissance de cause. [...] La victoire anglaise est la seule chance qu'ait la France d'être libérée de l'oppression allemande. » (**François Bolifraud**, lettre à son père, 17 août 1941) ;

« Le 18 juin 1940, j'avais décidé de gagner l'Angleterre pour continuer la lutte » (**Pierre Brisdoux Galloni d'Istria**, *Mémorial*, p. 501) ;



© MOL

« Les Anglais ont continué à se battre. Je les connaissais car j'avais passé plusieurs années en Angleterre et j'étais certain qu'ils ne capituleraient pas » (**Philippe Raguenau**) ;

* Allusion à l'accord franco-britannique du 28 mars 1940, aux termes duquel les deux pays s'engageaient à ne pas conclure de paix séparée avec l'Allemagne.

« Une question d'honneur et d'intérêt »

Lettre du lieutenant **Antoine Péronne** à son ancien chef d'escadrille au Groupe de chasse 1/7, le capitaine Jean Tulasne, en date du jeudi 22 août 1940 (Archives du musée de l'Ordre de la Libération)

Je vous écris beaucoup moins longuement qu'au début du mois, car il est inutile que je répète la même chose : je sais que vous avez compris et que vous avez eu l'intention de nous rejoindre ; une fois de plus vous avez été trahis : méfiez-vous, il y a des saligauds partout ! Si vous ne pouvez venir en bloc, venez par petits paquets, mais apportez des munitions, vous en aurez besoin.

Nous faisons des missions au poil jusqu'à la frontière libyenne : jusqu'ici, nous n'avons personnellement rien vu, mais je pense bien que d'ici peu de temps je pourrai vous envoyer un compte rendu de combat si ce n'est un de victoire.

Tout va bien et tout est au poil, l'Angleterre rupine de plus en plus et est en train de gagner la guerre.

Je pense que les communiqués que vous donne Radio Beyrouth sont falsifiés ; en fait, l'Angleterre remporte en ce moment d'écrasantes victoires aériennes, les chiffres qu'elle annonce sont exacts, j'ai pu vérifier certains d'entre eux (les 11 victoires d'il y a 8 jours en Libye).

J'ai appris qu'on avait fait courir, en Syrie, le bruit que Rayak allait être attaqué par la RAF : laissez-moi rire... Je pense que vous ne tombez pas dans ces pièges ridicules.

Les Anglais nous aiment bien. Ils sont notre seul espoir d'avoir une France libre et entière, aidons-les de toutes nos forces. C'est à la fois question d'honneur et d'intérêt. Venez, vous serez merveilleusement reçus comme nous l'avons été et il y aura du beau boulot pour tous.

Tout le détachement va bien, les mécanos boulonnent joyeusement. On a mis des filtres à air sur tous les avions : cela marche au poil.

A bientôt, j'espère, mon Capitaine, ne vous endormez pas dans les délices de l'estivage en montagne et ne vous laissez pas attendrir par les « mamours » de Gauthier et consorts.

Distribuez autour de vous respects et amitiés.

Je reste votre affectueux adjoint

Antoine PÉRONNE



© MOL

CONCLUSION : UNE RÉSOLUTION AFFERMIE

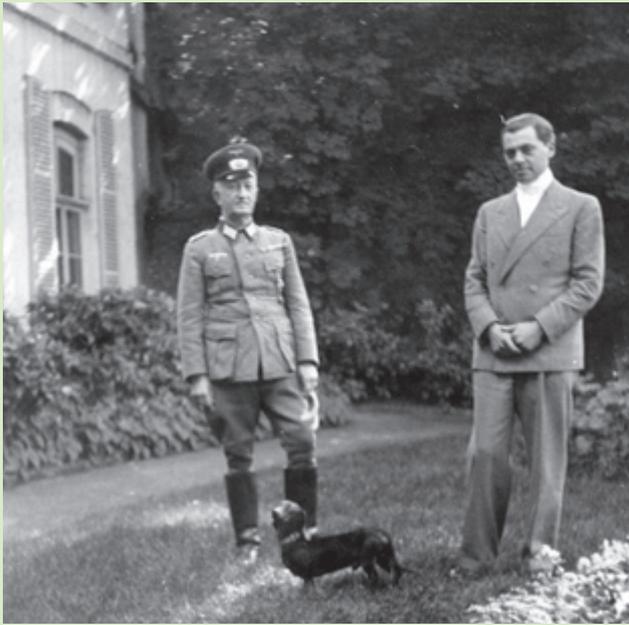
« Jour après jour, le ralliement de ces garçons resplendissants d'ardeur et dont beaucoup, pour nous rejoindre, avaient accompli des exploits, affermissait notre résolution. Sur ma table, s'entassaient des messages venus de tous les points du monde et m'apportant, de la part d'individus ou de petits groupes, d'émouvantes demandes d'engagement » (*Mémoires de guerre*) Ces refus ont en commun cette conviction exprimée par **Georges Buis**, directement inspirée de l'Appel : « la partie n'était pas jouée ». **Serge Ravanel** définit les motivations des premiers résistants : « elles tournaient autour de quelques idées simples. C'était la rage de la défaite, l'honneur, le patriotisme, la défense de la démocratie, l'appel du général de Gaulle, le refus de la dictature hitlérienne. »

JEAN MOULIN (1899-1943)

Préfet d'Eure-et-Loir depuis février 1939, Jean Moulin, malgré une mobilisation d'une semaine en décembre, reprend son poste à Chartres, sa tutelle le jugeant comme un très bon administrateur. Après la percée de Sedan le 13 mai 1940, l'afflux des milliers de réfugiés compliqué par l'intensification des bombardements début juin, est amplifié par l'arrivée des Parisiens après le repli du



gouvernement vers la Touraine. Il ne peut endiguer le départ des personnels de la préfecture malgré ses instructions affichées sur les murs de Chartres. Observant les ordres de Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, il reste à Chartres pour montrer aux Allemands la présence de l'administration. Le 17 juin, il refuse de signer un document que lui présentent les Allemands, accusant de crimes inventés, les tirailleurs sénégalais défenseurs héroïques de Chartres. Passé à tabac, il tente de se



Jean Moulin avec le major von Gütlingen à la préfecture de Chartres en juillet 1940. Jean Moulin porte un pansement à la gorge, conséquence de sa tentative de suicide du 17 juin 1940. Von Gütlingen, feldkommandant de Chartres, voyant Mme Thépault, secrétaire particulière de Jean Moulin prendre ce dernier en photo afin de rassurer sa mère et sa sœur, s'est invité sur la photo. © Musée de l'ordre de la Libération

suicider pour ne pas céder sous les coups de l'ennemi et défendre l'honneur de l'armée française comme de la République. Ce geste de conscience fort exprimant son refus à l'Occupant, est exceptionnel.

Sauvé *in extremis*, il reprend ses fonctions pour protéger les habitants des exactions des Allemands. Il n'a connaissance de l'appel du général de Gaulle que plus tard. Désavouant l'armistice qui est une soumission

à l'ennemi, il ignore les mesures de la politique de Révolution nationale du gouvernement de Vichy concernant les sociétés secrètes, en nommant Maurice Viollette, qui est franc-maçon sous-préfet de Dreux. Les anciens de son équipe au ministère de l'Air Pierre Meunier et Henri Manhès viennent le consulter à Chartres et il passe deux semaines à Paris en quête de contacts parmi les premiers résistants. Une carte interzone du 20 octobre à sa famille sous son pseudonyme d'artiste, *Pierre Romanin* atteste sa volonté de cacher aux autorités françaises et allemandes sa présence dans la capitale. A la préfecture, il s'est fabriqué une fausse carte d'identité au nom de *Joseph Mercier* né à Péronne, - le fichier de l'état-civil a brûlé- professeur de droit à l'université de New York, où il sait pouvoir compter sur son ami Pierre Cot, ex-ministre de l'Air exilé. Dès cet instant, il envisage et prépare minutieusement son départ de France.

Dénoncé par Vichy comme partisan de « l'ancien régime » pour son appartenance au gouvernement de Front populaire, il est révoqué par le maréchal Pétain le 2 novembre 1940 et, le 11, écrit à sa mère : « Tout va bien et je suis très content de la décision qui a été prise à mon sujet ». Début décembre à Montpellier, chez sa mère, il rédige le récit des événements chartrains de juin à novembre sur des carnets voulant témoigner de ce que sont les nazis. Jean Moulin s'installe comme cultivateur à Saint-Andiol (Bouches-du-Rhône) pour bénéficier d'une carte de rationnement et prend aussi la précaution de transférer tous ses biens immobiliers à sa sœur Laure, Vichy confisquant les biens des exilés. Ses actions en 1940 et début 1941 en font bien un pionnier de la Résistance.

Christine LEVISSE-TOUZÉ

PHILIPPE LECLERC DE HAUTECLOCQUE (1902-1947)

À la déclaration de guerre, le capitaine de Hauteclocque, âgé de 37 ans, marié, père de six enfants, sorti premier de l'École supérieure de guerre, est promis à une belle carrière militaire. Lors de la campagne de 1940, évadé une première fois et blessé lors d'une contre-attaque du 2^e groupement cuirassé, évacué sur ordre, il se soustrait encore à la captivité. Il gagne Paris avec une bicyclette volée, meurtri de voir la capitale occupée. Entendant le 25 juin l'allocution du général de Gaulle, sa décision est prise : « C'est là qu'est le devoir ». Chrétien, patriote, la défaite est pour lui inacceptable et les armistices signés par le gouvernement du maréchal Pétain avec l'Allemagne



nazie et l'Italie fasciste, sont pour lui une « capitulation sans excuses ».

Le choix de la France Libre est un refus d'une France occupée et asservie. Il rompt le sacro-saint principe d'obéissance absolue en vigueur dans l'armée et, fort du soutien de sa femme, rejoint Londres fin juillet après un parcours épique. Devenu *Leclerc* pour protéger sa famille des représailles du gouvernement de Vichy, il lie son sort à celui du général de Gaulle. Encouragé par Félix Eboué, gouverneur du Tchad, prêt à rallier son territoire, le chef de la France Libre agrège Leclerc à une mission secrète pour entraîner d'autres territoires, aidé du capitaine de réserve Claude Hettier de Boislambert et de René Pleven. Grâce au soutien britannique, le ralliement du Cameroun est réalisé le 26 août, après une préparation



Le général Leclerc en Tunisie en mars 1943. Photographie prise par Claude Hettier de Boislambert. © Musée de l'ordre de la Libération

minutieuse et la surprise. Le pays est aussitôt mis sur le pied de guerre. L'échec de la tentative de ralliement pacifique de Dakar, le 25 septembre, le meurtrit car, pour la première fois, les Français légalistes ont tiré contre les FFL venus en négociateurs : « On parlait jusqu'ici de l'axe Berlin-Rome, dit-il, je crois que nous pouvons également parler de l'axe Berlin-Vichy. ».

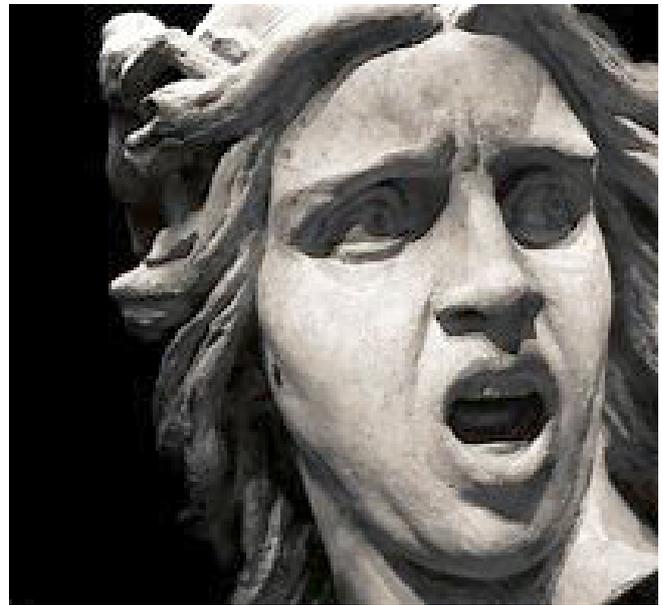
En novembre, ayant convaincu le général de Gaulle de ne pas laisser sur les arrières de l'AEF le Gabon fidèle à Vichy, il lance une opération militaire pour libérer le pays. Le 22 novembre, de Gaulle le nomme commandant supérieur des troupes du Tchad, pour couvrir l'Afrique française libre face à l'AOF vichyste et porter la guerre en Libye contre l'ennemi italien. Le colonel Leclerc qui a apporté à la France Libre deux territoires s'impose comme un fidèle des fidèles du général de Gaulle pour mener à son terme la guerre de libération.

Christine LEVISSE-TOUZÉ

RÉSISTER

Dès l'Appel du 18 juin, le général de Gaulle prononce le mot fatidique : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la *résistance* française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. » Dans les allocutions des jours suivants, il déclare à nouveau : « Tout Français qui porte encore les armes a le devoir absolu de continuer la *résistance*. » (19 juin) ; « Il faut que, quelque part, brille et brûle la flamme de la *résistance* française. » (24 juin) ; « Cette force concourra d'abord à toute *résistance* française qui se fera, ou que ce soit, dans l'Empire français. » (28 juin) ; « Pour tous ceux qui, en France momentanément occupée, seraient exposés à travailler pour l'ennemi, [...] le devoir consiste à *résister* passivement par tous les moyens en leur pouvoir » (23 juillet). « Le mot *résistance* entre du même coup dans le vocabulaire politique du XX^e siècle », note Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Mais le mot est d'abord entré immédiatement dans les cœurs, comme le proclame le premier numéro de *Résistance*, « bulletin officiel du Comité national de salut public », lancé par Marcel Abraham et

Jean Cassou le 15 décembre 1940 : « *Résister*, c'est le cri qui sort de votre cœur à tous, dans la détresse où vous a laissés le désastre de la patrie. C'est le cas de vous tous qui ne vous résignez pas, de vous tous qui voulez faire votre devoir. » *Résister*, c'est l'arme absolue qui permet à la France « momentanément occupée » de survivre.



© D. R.



LE MOT ET SON CONTENU :



© MOL

« Résister, devoir impérieux pour les gens à l'âme bien trempée. Rendre la liberté à la France, reconquérir la République. Tel devint désormais notre devoir. » (**Georges Guingouin**) ;

« On écoutait la radio anglaise comme on disait. On discutait le coup. Jusqu'au jour où **Emmanuel d'Astier de la Vigerie** [...] a prononcé devant notre petit groupe un mot absurde : "Il faut résister". C'est quoi ? Comment ? Ça m'a frappé. Cela avait l'air absurde, [...] idiot, impossible, ridicule. Mais ça sonnait dans ma tête. » (**Pierre Louis-Dreyfus**) ;

« Si vous me demandez ce qu'était résister, je serais incapable de vous répondre. Cela variait selon les individus. » (**Charles Gonard**) ;

« Pour ceux qui choisissaient le camp de la Résistance, il s'agit non seulement d'un combat pour la patrie, mais plus généralement encore pour la liberté » (**Jacques Ballet**) ;

« Au fond, nous sommes les gens du refus. Du refus d'accepter une situation qui nous est imposée » (**Jacques Roumeguère**) ;

« Lorsque Paris a été envahi, je me suis dit : ce n'est pas possible, il faut faire quelque chose » (**Charles Rudrauf**) ;

« Ce qui dominait chez chacun de nous, c'était la satisfaction de faire quelque chose. Pour le reste, on ne savait pas ce que ça allait devenir. Mais on avait fait un premier pas » (**Gilbert Garache**) ;

« Résister, c'est le cri qui sort de votre cœur à tous, dans la détresse où vous a laissés le désastre de la patrie. C'est le cas de vous tous qui ne vous résignez pas, de vous tous qui voulez faire votre devoir » (**Pierre Brossolette**) ;

« Pour chaque résistant, la Résistance a été une façon de vivre, un style de vie, la vie inventée. Aussi demeure-t-elle dans son souvenir comme une période d'une nature unique, hétérogène à toute autre réalité, sans communication et incommunicable, presque un songe. » (**Jean Cassou**) ;

« A l'origine de la démarche, il y a un examen de conscience au terme duquel surgit la volonté d'engagement. Un engagement d'honneur envers soi-même, un engagement de fidélité envers la continuité française, un engagement de confiance envers le compagnon, hier anonyme, presque toujours anonyme. » (**Alban Vistel**)

LES DIFFICULTÉS DE REJOINDRE LA RÉSISTANCE :

« il n'était pas facile en 1940 de trouver une bonne porte d'entrée, surtout quand on voulait avoir une action militaire efficace, mais j'ai eu une chance extraordinaire », assure André Postel-Vinay*. En 1940, il a 29 ans ; polytechnicien, il prépare le concours de l'inspection des Finances. Mobilisé comme lieutenant, fait prisonnier le 17 juin, il s'évade quelques jours plus tard. En octobre, il rejoint le service de renseignement de l'armée de l'armistice, commandé par le colonel Rivet, qui transmet des renseignements aux Britanniques. Il y retrouvera plusieurs futurs Compagnons de la Libération : son beau-frère Pierre Lefaucheur*, Alfred Touny*, André Bouulloche*, Pierre Pène*, Roger Dumont*, Jacques Robert*. Simultanément, il entre au réseau britannique Pat O'Leary, chargé de rapatrier les aviateurs anglais, et prend contact avec le réseau du Musée de l'Homme. « Je me rendais bien compte des difficultés qu'il faudrait affronter étant donné qu'il n'était pas possible de savoir comment nous pourrions réaliser notre but et avec quels moyens », confie de son côté Louis Magnat*, engagé dans les Forces françaises libres au Cameroun en septembre.

Il existe une infinité de chemins et d'itinéraires pour rejoindre la Résistance ou la France Libre. « Gagner Londres n'est pas une mince affaire », écrira Roger Wybot*, ancien sous-lieutenant d'artillerie démobilisé, qui rejoint les Groupes de



Camp de Trentham Park (sud de Manchester), été 1940, lieu d'entraînement des volontaires français. © Musée de l'ordre de la Libération

protection du colonel Groussard (dissous en décembre 1940), avec plusieurs camarades, futurs Compagnons : Stanislas Mangin*, Edgar Tüpe*, Gaston Tavian*. Wybot mettra près d'un an pour rejoindre l'Angleterre par l'Espagne et le Portugal. Plusieurs futurs Compagnons réussissent, non sans mal, à gagner l'Angleterre par un navire polonais quittant Saint-Jean-de-Luz à la fin de juin, tels Claude Lepeu*, Bernard Demolins*, Pierre de Chevigné*, Pierre Messmer et Jean Simon et les frères Jacques et Bernard Hébert*, ou par un bateau de pêche partant du Verdon, tel Claude Raoul-Duval*. D'autres, comme Gérard Théodore*, embarquent à Jersey pour Southampton à bord d'un cargo britannique.

Une nouvelle épreuve attend les ralliés une fois arrivés en Angleterre. Très méfiants – et souvent à juste titre, car des agents ennemis peuvent se glisser parmi les volontaires – envers les nouveaux arrivants, les Anglais veulent s'assurer de l'authenticité de leur engagement. Henri Beaugé* arrive à Plymouth dans les derniers jours de juin 1940 : « Les Britanniques, très prudents, nous ont mis en quarantaine. Ces arrivées massives d'hommes, de femmes et d'enfants les inquiétaient : 'Qu'en faire ? Représentent-ils un danger ?' La cinquième colonne était dans tous les esprits. Très organisés, ils nous ont fait monter par groupes de vingt dans les bus à deux étages, avec une sentinelle pour nous surveiller. Puis ils nous ont parqués dans une école de sourds-muets vide, avec des murs très hauts, infranchissables, gardés par un nombre imposant de sentinelles. Nous y sommes restés quinze jours environ. » A leur arrivée à Londres, les volontaires sont dirigés soit sur *Patriotic School*, un ancien collège de filles que le MI-5 (le service de contre-espionnage britannique) a transformé en camp de triage des étrangers, où les identités étaient soigneusement vérifiées¹, soit sur l'*Olympia Hall*, un ancien music-hall transformé en dépôt destiné à filtrer plus spécialement les Français.

LA MÉTHODE :

Sans doute entre-t-on en Résistance comme on entre en religion, mais les règles n'y sont pas fixées d'avance et une fois pour toutes. Elles s'apprennent vite sur le terrain, au contact des hommes et des femmes qui vous y ont précédés, et il arrive qu'elles changent inopinément, sous la pression des événements : « Il n'y a ni recette, ni manuel. Je crois qu'il faut commencer par le commencement. Pour me référer à mon expérience personnelle, cela commence par un 'ne plus être seul'. Il faut trouver des camarades qui pensent comme vous, les cuisiner et poser des questions. Petit à petit, on finit par recruter des copains, puis des gens qu'on rencontre dans des restaurants à qui on parle prudemment... Il faut ensuite sélectionner les gens qui veulent agir et non plus simplement penser. [...] Il ne faut pas se tromper et tomber sur des mouchards. [...] Quand vous avez un noyau dur, vous commencez à pouvoir répartir le travail et décider ce que vous allez faire. » (**Philippe Ragueneau***) ; « à partir du moment où l'on fait quelque chose d'illégal, l'endroit où l'on se fait coincer, c'est l'endroit où l'on vit et où l'on travaille. Donc il faut découpler l'activité illégale de tout ce qui peut ramener la police à vous retrouver dans votre lieu de travail ou là où vous habitez » (**Serge Ravanel***) ; « la vigilance, l'esprit en éveil, être toujours aux aguets, on l'apprend, ça » (**Louis Blésy***).



Sabotage d'une voie ferrée. © D.R.

LE PASSAGE À L'ACTE :

On entre toujours en Résistance pour *faire* quelque chose, c'est-à-dire pour *agir* contre l'occupant et contre ses collaborateurs :

1. « Personne ne pouvait prévoir la durée de son séjour à *Patriotic School*. Certains y restaient une semaine et d'autres des mois. Il arriva à quelques-uns de compter le temps par années. Et même d'en sortir seulement pour aller à la potence ou devant le peloton d'exécution. Il faut dire que ces cas étaient rares, et que, à l'ordinaire, les interrogatoires achevés, et après les vérifications élémentaires, chacun était mis à la disposition des représentants de son pays réfugiés à Londres. [...] Dans cette Tour de Babel, dans cette foule aux cent figures, aux cent langues, aux cent coutumes différentes, il y avait une entente profonde et un puissant ciment d'unité. Tous ces hommes, et d'où qu'ils fussent issus, avaient connu des peines, subi des épreuves pour une même cause. Et ils étaient tous sur le seuil d'une nouvelle vie. Les déceptions viendraient ensuite. Et les amertumes. Et les révoltes. Pour l'instant, c'était le *no man's land* entre le passé qu'on avait fui et l'avenir plein de promesses, le tout proche avenir. Jamais je n'ai vu un lieu où les hommes étaient si violemment travaillés par l'espérance. » (Joseph Kessel, *Bulletin de l'Association des Français libres*, n° 1, décembre 1945)



« Quand vous avez un noyau dur, vous commencez à pouvoir répartir le travail et décider ce que vous allez faire. » (**Philippe Ragueneau**) ;

« La situation était impossible à vivre. On ne pouvait vivre qu'en commençant à faire quelque chose pour démolir cet édifice. [...] Il y avait tout un système de boîtes à lettres géré par les femmes. Elles assuraient aussi un véritable service social. C'était un Etat dans l'Etat » (**Jean-Pierre Vernant**) ;



© MOL

« la Résistance, c'est agir ; comme je n'ai pas agi, je ne considère pas que c'était de la Résistance » (**Serge Ravanel***) ;

« c'est par un travail de propagande, ou plutôt de contre-propagande, que **Marcelle Henry** fait son entrée en Résistance comme la plupart des

résistants. Dans ce dessein, elle entre très vite en liaison avec les premières organisations ou plutôt les premiers groupes résistants clandestins » (**Daniel Cordier**) ;

« Résistance civile dans un premier temps, par l'élaboration de véritables journaux clandestins, l'organisation de réseaux, sous la menace permanente de la police, de la Gestapo, et le risque de l'emprisonnement ou de la déportation dans les camps de la mort. Puis viendrait le temps de la Résistance armée... » (**Georges Guingouin**) ;

« Je reçus l'extraordinaire Jacques Renouvin. Un géant, blessé en juin 1940, il s'était évadé [...]. Il m'expliqua qu'il souhaitait ne pas s'en tenir à une propagande antinazie, mais bien « passer à l'action » et me demanda de l'autoriser à organiser une sorte de commando de jeunes. Il s'agissait, me dit-il, de détruire à l'explosif quelques installations de la collaboration pour secouer la population et lui prouver qu'il existait déjà une résistance organisée » (**Pierre-Henri Teitgen**)

* Serge Ravanel ne s'est engagé officiellement dans la Résistance qu'en mars 1941.

L'ENGRENAGE :



« On était pris dans un engrenage, on faisait de la distribution de journaux, de tracts. Puis on passait dans un réseau d'action, de renseignement et d'évasion » (**Robert Masson**) :

« La Résistance s'est faite pas à pas. Toute l'histoire de la Résistance est une histoire de transformation des individus. Les individus apprennent et se transforment. » (**Serge Ravanel**) ;

« L'entrée en résistance aura été pour moi comme pour beaucoup d'autres, une opération bien plus simple et bien plus hasardeuse qu'une certaine mythologie le voudrait. Les choses s'enclenchaient d'elles-mêmes. » (**Jacques Baumel**)

« Ils venaient un à un, *individuellement, personnellement*, et tout ce qui, depuis le début de son histoire, caractérisait ce pays fait à la main se retrouvait dans notre esprit d'artisans de la dignité humaine. » (**Romain Gary**)



© D.R.

LE SOLEIL SE LÈVERA DEMAIN

« Pour le présent, cette guerre n'était pas une guerre comme les autres, son enjeu n'était rien de moins que l'avenir de la condition humaine. De cela, les premiers résistants eurent claire conscience. » (**Alban Vistel**)

« Notre pays sera sauvé par la volonté tenace des hommes libres groupés autour du général de Gaulle et non par ceux d'entre les Français qui osent admettre que notre pays ne peut être sauvé qu'en devenant une province de l'Allemagne nazie. » (**Joseph Hackin**, 14 décembre 1940)

« Que les jeunes générations ne considèrent jamais comme vérité ce qui est affirmé avec la plus grande autorité. Faire, avant tout, acte de réflexion, à l'instar d'un Bernard de Clairvaux, qui, voici près d'un millénaire, recommandait de "pratiquer la rumination" devant la lecture des textes sacrés. Avoir donc le souci constant et scrupuleux de la vérité ; l'homme, "s'il veut se faire honneur", comme le disaient les anciens, se doit de prendre des risques. » (**Georges Guingouin**)

« Lorsque des groupes d'hommes que rien n'aurait naturellement rapprochés décident dans le même temps de rompre avec tout ce qui avait alors constitué leur raison d'être, pour ne croire qu'à eux seuls, à l'urgence et à la nécessité de leur mission, c'est que les temps sont venus d'une fin et d'un renouveau » (**Emile Laffon**)

« Ces Français libres ont été condamnés à mort par Vichy, mais, aussi sûrement que le soleil se lèvera demain, le jour viendra où leurs noms seront honorés, où leurs noms seront gravés dans la pierre des villes et des villages d'une France dont la totale liberté et la gloire ancestrale auront été restaurées au sein d'une Europe libérée. » (**Winston Churchill**, discours aux Communes, 20 août 1940)



BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

OUVRAGES GÉNÉRAUX SUR LES COMPAGNONS DE LA LIBÉRATION

- Broche, François et Bazin, Jean-François (sous la direction de), *Les Compagnons de la Libération bourguignons*, Editions de l'Armançon, 21390 Précly-sous-Thil, 2015
- Chaban-Delmas, Jacques, *Les Compagnons*, Albin Michel, 1986
- Estrada de Tourniel, Jérôme : *Les combattants de l'aube*, Editions Serpenoise, Metz 2014
- Krivopissko, Guy, Levisse-Touzé Christine, Trouplin, Vladimir (sous la direction de), *Dans l'Honneur et par la Victoire, les femmes Compagnon de la Libération*, Tallandier, 2008
- Mémorial des Compagnons de la Libération, Compagnons morts entre le 18 juin 1940 et le 8 mai 1945*, La Grande Chancellerie de l'Ordre de la Libération, 1961
- Michel, Michelle, *Cinquantenaire de l'Ordre de la Libération*, Musée de l'Ordre de la Libération, 1990
- Miquel, Pierre, *Compagnons de la Libération*, Denoël, 1995
- Notin, Jean-Christophe, *1061 Compagnons, histoire des Compagnons de la Libération*, Perrin, 2000 ; *Ils étaient 1038, entretiens inédits avec les Compagnons de la Libération*, Tallandier, 2019
- Piketty, Guillaume et Trouplin, Vladimir, *Les Compagnons de l'aube, archives inédites des Compagnons de la Libération*, Textuel, 2014
- Thesmar, François, *1061 Croix de la Libération ou entretien sur la pluralité des refus*, compte d'auteur, 1999
- Trouplin, Vladimir, *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Elytis, Bordeaux, 2010
- Trouplin, Vladimir (sous la direction de), *La Flamme de la Résistance, les 5 communes Compagnon de la Libération*, Cherche Midi, 2012
- Weill, Henri, *Les Compagnons de la Libération, résister à 20 ans*, Privat, Toulouse, 2006

OUVRAGES GÉNÉRAUX SUR LA FRANCE LIBRE

- Broche, François, *L'Épopée de la France Libre*, Pygmalion, 2000
- Broche, François et Muracciole, Jean-François (sous la direction de), *Dictionnaire de la France Libre*, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2010
- Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, *La France Libre*, Gallimard, collection « Folio », 2 volumes, 2013
- Jennings, Eric, *La France Libre fut africaine*, Perrin/Ministère de la Défense, 2014
- Muracciole, Jean François, *Histoire de la France libre*, PUF, collection « Que sais-je ? », 1996 (rééd. : 2013) ; *Les Français libres, l'autre Résistance*, Tallandier, 2009
- Rondeau, Daniel et Stéphane, Roger, *Des Hommes libres, 1940-1945, la France Libre par ceux qui l'ont faite*, Grasset, 1997

OUVRAGES GÉNÉRAUX SUR LA RÉSISTANCE

- Albertelli, Sébastien, Blanc, Julien et Douzou, Laurent, *La Lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance (1940-1944)*, Seuil, 2019
- Belot, Robert, *Les Secrets de la Résistance*, La Librairie Vuibert, 2013
- Douzou, Laurent, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Seuil, collection « Points Histoire », 2005
- Douzou, Laurent et Lecocq, Tristan, *Enseigner la Résistance*, éditions Canopé, 2016
- Icher, François et Laborie, Pierre, *Ils ont su dire non, paroles de résistants*, Editions de la Martinière, 2008
- Kedward, Harry Roderick, *Naissance de la résistance dans la France de Vichy, idées et motivations (1940-1942)*, Champ Vallon, 01420 Seyssel, 1989
- Marcot, François (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2006

- Muracciole, Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, PUF, collection « Que sais-je ? », 1993
- Perrault, Gilles, *Dictionnaire amoureux de la Résistance*, Plon/Fayard, 2014
- Piketty, Guillaume, *Français en Résistance, carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2009
- Collectif, *L'Esprit de résistance, Le Monde hors-série*, juin 2019

TÉMOIGNAGES

- Baumel, Jacques, *Résister, histoire secrète des années d'Occupation*, Albin Michel, 1999 ; *La Liberté guidait nos pas*, Plon, 2004
- Beaugé, Henri, *20 ans en 1940*, Cerf, 2012
- Benamou, Georges-Marc, *C'était un temps déraisonnable, les premiers résistants racontent*, Robert Laffont, 1999 ; *Les Rebelles de l'an 40, les premiers Français libres racontent*, Robert Laffont, 2010
- Bourdet, Claude, *L'Aventure incertaine, de la Résistance à la Restauration*, Stock, 1975
- Buis, Georges, *Les Fanfares perdues, entretiens avec Jean Lacouture*, Seuil, 1975
- Cassin, René, *Les Hommes partis de rien*, Plon, 1975
- Clostermann, Pierre, *Le Grand Cirque 2000, mémoires d'un pilote de chasse FFL dans la RAF*, nouvelle édition illustrée, Flammarion, collection « J'ai lu », 2004
- Cordier, Daniel, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2009, réédition : collection « Folio », 2011
- Favreau, Benjamin, *Compagnon de la Libération*, Geste éditions, La Crèche (79260), 2011
- Frenay, Henri, *La Nuit finira, mémoires de Résistance (1940-1945)*, Robert Laffont, 1973
- Garbit, François, *Dernières lettres d'Afrique et du Levant (1940-1941)*, Sepia, Saint-Maur-des-Fossés, 1999
- Génin, René, *Itinéraire d'un méhariste de la Mauritanie à l'Afrique française libre, lettres présentées par Marie-Clotilde Génin-Jacquey*, Sepia, Saint-Maur-des-Fossés, 2004
- Gmeline, Patrick de, *Tom Morel, héros des Glières*, Presses de la Cité, 2008 ; *Pierre de Saint Péreuse, des ailes pour la France Libre*, Editions de Venise, Paris, 2013
- Hopquin, Benoît, *Nous n'étions pas des héros. Les Compagnons de la Libération racontent leur épopée*, Calmann-Lévy, 2014
- Jacob, François, *La Statue intérieure*, Odile Jacob, 1987
- Larminat, Edgard de, *Chroniques irrévérencieuses*, Plon, 1962
- Levy, Jean-Pierre, *Mémoires d'un franc-tireur, itinéraire d'un résistant (1940-1944)*, Complexe/CNRS, 1998
- Massu, Jacques, *Sept ans avec Leclerc*, éd. du Rocher, 1999
- Messmer, Pierre, *Après tant de batailles..., mémoires*, Albin Michel, 1992
- Moore, Fred, « *Toujours français libre !* », Elytis, Bordeaux, 2014
- Moulin, *Premier combat*, préface du général de Gaulle, Editions de Minuit, 1947
- Naurois, René de, *Aumônier de la France Libre, mémoires*, Perrin, 2004
- Palewski, Gaston, *Mémoires d'action (1924-1974)*, Plon 1988

- Passy, colonel, *Mémoires du chef des services secrets de la France Libre* (présentés par Jean-Louis Crémieux-Brilhac), Odile Jacob, 2000
- Ravanel, Serge, *L'Esprit de résistance*, Seuil,
- Saunal, Robert, *Le Parcours d'un Français libre*, compte d'auteur, 2005
- Simon, Jean (général), *La Saga d'un Français libre*, Presses de la Cité, 2000
- Thomé, Edgard, *Special Air Service, 1940-1945, l'épopée d'un parachutiste en France occupée*, Grasset, 1980
- Vistel, Alban, *La Nuit sans ombre*, Fayard, 1970

BIOGRAPHIES

- Azéma, Jean-Pierre, *Jean Moulin, le rebelle, le politique, le résistant*, Perrin, 2003
- Bardy, Gérard, *Les Moines-soldats du Général*, [histoire des 15 religieux Compagnons de la Libération], Plon, 2012
- Belot, Robert, *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*, Seuil, 2003
- Benis Sinaceur, Hourya, *Cavaillès*, Les Belles Lettres, 2013
- Cambon, Pierre, Giraudier, Vincent, Trouplin, Vladimir (sous la direction de), *De l'Asie à la France Libre, Joseph et Marie Hackin, archéologues et Compagnons de la Libération*, Lienart éditions, Paris, 2018
- Capdepuy, Arlette, *Félix Éboué : de Cayenne au Panthéon (1884-1944)*, Karthala, Paris, 2015
- Collet, Patrick, *Jacques-Henri Schloesing, itinéraire d'un Français libre*, Heimdal, 14400 Saint-Martin-des-Entrées, 2013
- Cordier, Daniel, *Jean Moulin, la République des catacombes*, Gallimard, 1999
- Grenard, Fabrice, *Une légende du maquis, Georges Guingouin, du mythe à l'Histoire*, Vendémiaire, 2014
- Guillin, François-Yves, *Le Général Delestraint, premier chef de l'Armée Secrète*, Plon, 1995
- Levisse-Touzé, Christine, *Du capitaine de Hauteclouque au général Leclerc*, Éditions Complexe, 2000 ; *Philippe Leclerc De Hauteclouque, la légende d'un héros*, Tallandier, 2002 ; *Leclerc, patriote et rebelle*, Ouest-France, 2018 (avec Julien Toureille)
- Lormier, Dominique, *Koenig, l'homme de Bir Hakeim*, Editions du Toucan, Paris, 2012
- Massieu, Benjamin, *Philippe Kieffer, chef des commandos de la France Libre*, Pierre de Taillac, Paris, 2013
- Missika, Dominique, *Berty Albrecht*, Perrin, 2005.
- Montéty, Etienne de, *Honoré d'Estienne d'Orves, un héros français*, Perrin, 2001
- Notin, Jean-Christophe, *Leclerc*, Perrin, 2005
- Piketty, Guillaume, *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Odile Jacob, 1998
- Sairigné, Guillemette de, *Mon illustre inconnu*, Fayard, 1998
- Simonnet, Stéphane, *Commandant Kieffer, le Français du Jour J*, Tallandier, 2012
- Spina, Raphaël, *Yves Farge. Entre Résistance et pacifismes*, Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, 2017
- Vaisset, Thomas, *L'amiral d'Argenlieu, le connétable du gaullisme*, Belin, 2017



*“Tout commence dans cette pitoyable fragilité, cette complète humilité, cette insignifiance...
Et soudain, au moment même où l'on croyait toucher pour toujours au néant, se dégage une résistance invincible”*

Vladimir Jankélévitch

AFCL

**ASSOCIATION DES FAMILLES
DE COMPAGNON DE LA LIBÉRATION**

Hôtel national des Invalides
51 bis, Bd de La Tour-Maubourg,
75007 Paris
afcl@orange.fr
Rédaction : afcl2010@live.fr



Mars 2020 - ISSN 1964-924X

Ce supplément au bulletin n°14 est distribué gratuitement aux membres de l'AFCL.